

## **Chapitre 5**

### **L'aménagement de lieux de culte minoritaires en contexte de proximité résidentielle: études de cas**

Le présent chapitre a pour objet la présentation de deux études de cas d'aménagement de lieux de culte minoritaires en contexte de proximité résidentielle, c'est-à-dire où la cohabitation entre les acteurs sociaux se réalise dans les espaces de la vie quotidienne. Les cas choisis mettent en relief les transactions sociales entourant l'aménagement de synagogues par des communautés juives hassidiques dans des quartiers urbains denses et relativement centraux. Nous verrons que les rapports à l'espace des acteurs sociaux impliqués dans ces controverses y jouent un rôle prépondérant; cette spatialisation de la dynamique de cohabitation nous permettra de réfléchir aux implications et enjeux reliés au partage de l'espace urbain en situation de pluralité ethnoreligieuse.

Ce chapitre se subdivise en six parties : l'introduction permet de broser un tableau rapide du judaïsme ultraorthodoxe dans la région montréalaise. Vient ensuite la présentation et l'analyse de nos études de cas, qui se composent chacune de trois sections : la première nous permet de résumer l'évolution du dossier urbanistique, la deuxième de discuter des éléments contextuels pertinents, et la troisième de faire l'analyse des transactions sociales qui sous-tendent ces controverses. La troisième partie du chapitre propose une lecture en parallèle des deux cas afin d'en dégager les représentations, perspectives et enjeux. Une quatrième partie discute du rôle et des positions des municipalités impliquées, alors que la conclusion reprend les principaux constats se dégageant de notre analyse.

#### **Introduction : judaïsme et ultraorthodoxie à Montréal**

Les communautés juives hassidiques dont il est question ici constituent une minorité au sein d'une minorité : en effet, les juifs ultraorthodoxes et hassidiques ne représentent qu'une fraction de la communauté juive montréalaise dans son ensemble : alors que la région métropolitaine de Montréal compte en 2001 environ 96 600 personnes se

déclarant de religion juive, les communautés ultraorthodoxes et hassidiques de la région ne représentent qu'un peu plus de 6 000 personnes en 1997 (Shahar et al., 1997)<sup>1</sup>. Le hassidisme est un courant du judaïsme orthodoxe né en Europe de l'est au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce mouvement se fonde sur un grand élan de piété juive populaire, dirigé par quelques leaders charismatiques. Les juifs hassidiques sont donc des juifs pieux<sup>2</sup>, c'est-à-dire qu'ils vivent le plus possible en accord avec les 613 lois du judaïsme. Le hassidisme en soi ne modifie pas l'interprétation orthodoxe de base du judaïsme et n'introduit pas non plus de changements notables dans les rituels acceptés par les rabbins. Ce qui distingue plutôt le hassidisme des autres courants de l'orthodoxie juive renvoie surtout l'accent mis sur « la réaction enthousiaste de l'individu face à la révélation divine, ce à travers la danse et le chant exclusivement réservé aux hommes, et par le biais d'un certain mysticisme » (Ancil, 1997a : 155). Les membres de cette communauté (surtout les hommes et les garçons) affichent une différence audible (leur langue d'usage est généralement le yiddish) et visible, en raison de leur apparence physique (barbe et papillotes, chapeau, vêtements sombres traditionnels, etc.), qui est étroitement liée à leur affiliation religieuse. Les communautés hassidiques possèdent leurs propres institutions sociales qui se distinguent de celles de la communauté juive montréalaise dans son ensemble (qui se subdivise principalement entre les communautés de tradition ashkénaze, originaires de l'Europe du nord et de l'est, et sépharade, c'est-à-dire de l'Espagne et de l'Afrique du nord). Les juifs hassidiques se caractérisent donc par une certaine autonomie du point de vue de l'organisation sociale et communautaire (Ancil, 1997a). Ils utilisent par contre plusieurs services qui ne leurs sont pas exclusifs, comme pour les soins de santé (CLSC, hôpitaux, cliniques, etc.), des installations récréatives et sportives, des commerces de proximité (pharmacie, vêtements, garages, quincaillerie...), transport en commun, etc.

Les communautés juives hassidiques se caractérisent aussi par une géographie résidentielle particulière, cette population étant concentrée essentiellement dans certains secteurs de la municipalité d'Outremont et des quartiers montréalais adjacents

---

<sup>1</sup> Les données compilées par Shahar et al. portent sur la population juive hassidique et ultraorthodoxe, alors que nos études de cas s'intéressent seulement à des communautés hassidiques. La différence entre ces deux catégories est complexe, mais le hassidisme implique comme critère principal l'affiliation à une dynastie traditionnelle hassidique et à un maître spirituel (*rebbe*) issu de cette tradition.

<sup>2</sup> Ceux-ci sont d'ailleurs désignés comme *Haredim* en Israël (terme qui signifie pieux en hébreu), le terme hassidim étant utilisé plutôt en Amérique du Nord.

(principalement le quartier Mile-End), de même que dans le quartier Côte-des-Neiges<sup>3</sup>. La présence des communautés juives hassidiques dans ces secteurs succède à celle des immigrants juifs arrivés à Montréal dans les premières décennies du XXe siècle. Il faut rappeler que cette zone<sup>4</sup> constituait jusqu'à la fin des années 1940 le cœur du quartier résidentiel des immigrants juifs montréalais. À une certaine époque, près de trois-quarts des juifs montréalais y habitaient (Légaré, 1965), et le Mile-End constituait un haut lieu de la vie intellectuelle, politique et culturelle juive à l'échelle canadienne (Weintraub, 1996). Ces immigrants juifs étaient arrivés à Montréal par vagues successives entre 1905 et 1945, au plus fort du formidable courant migratoire qui caractérise les premières décennies du XXe siècle. Ces vagues d'immigration nourrissent une seconde phase dans le développement de l'histoire juive montréalaise, car il existait la fin du XVIIIe siècle une petite colonie juive composée en grande partie de sujets britanniques, immigrés en Amérique du Nord à la faveur de la Conquête et de l'élargissement du commerce entre la Grande-Bretagne et le Bas-Canada (Ancil, [1989] 1997). Or, de 1901 à 1931, la population juive au Québec (essentiellement concentrée à Montréal) passe de 7600 à 60 000 personnes, propulsant le pourcentage de citoyens d'origine juive au sein de l'ensemble québécois de 0,46% à 2,09%, soit la proportion la plus élevée du XXe siècle (Ancil, [1989] 1997). Cette poussée fut suivie d'une période de tarissement avec les restrictions à l'immigration imposées par le gouvernement fédéral à partir de 1933 (Abella et Troper, 1983).

L'immigration juive reprend avec la réouverture des frontières canadiennes après la Seconde Guerre mondiale, bien que les premiers juifs hassidiques soient arrivés à Montréal en 1941. Il faut attendre la fin de la guerre avant que ne se consolide le noyau juif hassidique montréalais, qui compte notamment des survivants de l'Holocauste. En effet, avant la fin des années 1950, l'ancien quartier juif montréalais ne comptait que peu de juifs hassidiques; le caractère « ultraorthodoxe » de la communauté juive locale commence surtout à s'affirmer dans les années 1980, en s'appuyant sur la croissance démographique rapide de cette population et suite au départ des familles juives plus séculières vers les banlieues plus à l'ouest. Aujourd'hui,

---

<sup>3</sup> Essentiellement dans le cas d'un groupe particulier, d'affiliation Lubavitch étudiés par Shaffir (1974, 1997).

<sup>4</sup> Ancil [1989] 1997 délimite cette zone de résidence juif par l'avenue des Pins au sud, à l'ouest par le mont Royal et la municipalité d'Outremont, à l'est par la rue Saint-Denis et au nord par l'avenue Van Horne.

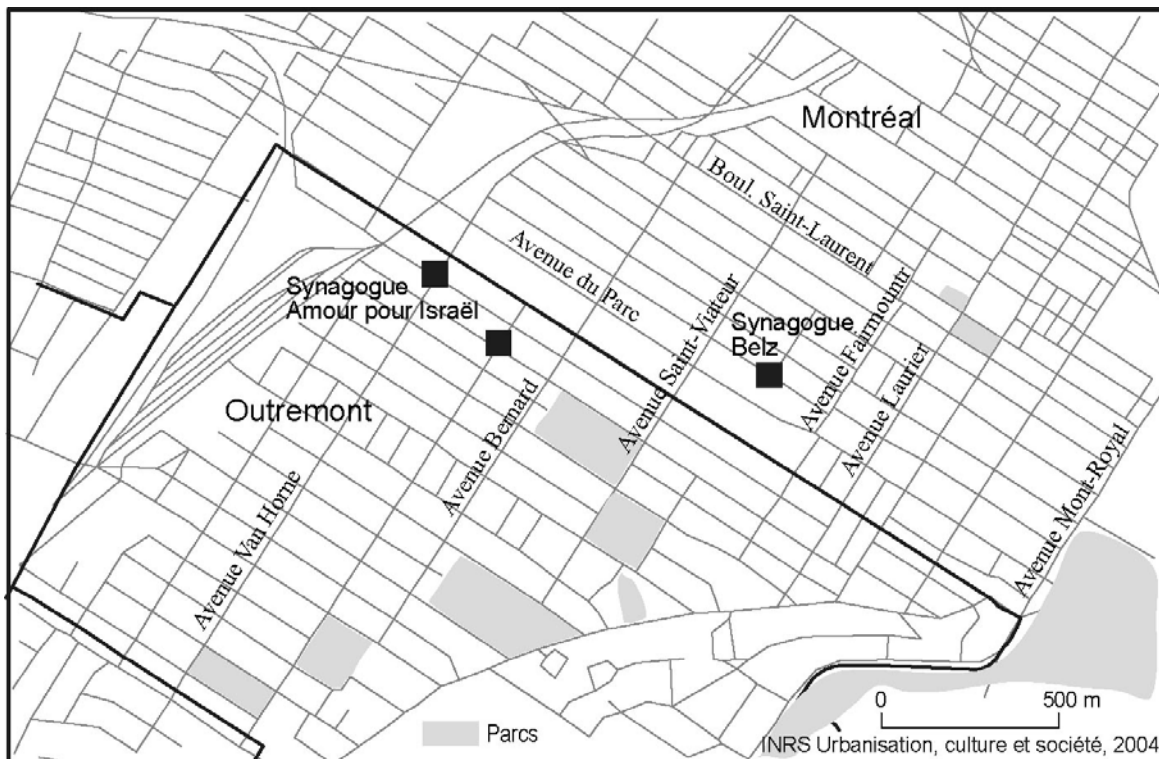
la grande majorité des juifs hassidiques et ultraorthodoxes vivent dans le secteur Mile-End/Bas-Outremont et quelques secteurs adjacents de la ville de Montréal.

« La » communauté juive hassidique de Montréal est en fait composée de plusieurs sous-groupes se définissant principalement en fonction d'une affiliation avec un leader spirituel particulier, lui-même affilié à l'une ou l'autre des grandes dynasties du hassidisme. La multiplicité des groupes et des affiliations renvoie aussi à des divergences idéologiques au sein de cette communauté à Montréal; les intérêts ne sont pas forcément les mêmes d'une congrégation à l'autre, et ces variations reflètent des différences importantes dans les caractéristiques du leadership de chaque groupe. Somme toute, il ne s'agit pas d'une communauté homogène du point de vue des origines et des intérêts, malgré le partage de valeurs et d'un mode de vie commun. Ces communautés de taille variées entretiennent le plus souvent des liens étroits avec d'autres groupes établis dans les centres du hassidisme des États-Unis et d'Israël. Plusieurs de ces communautés possèdent leurs propres lieux de culte, leurs écoles (pour les filles et les garçons) et leurs groupes d'études religieuses pour les hommes.

Le mode de vie des communautés hassidiques est fortement dépendant de la proximité résidentielle des membres, ainsi que de la proximité des institutions et services spécialisés exclusifs (notamment par rapport à l'alimentation). En effet, les hommes se rendent généralement deux fois par jour à la synagogue pour effectuer les prières quotidiennes, alors que les femmes et les enfants s'y rendent pour le sabbat (du vendredi soir au samedi soir). Lors de ce jour de repos, les juifs observants ne peuvent utiliser leur voiture ni se déplacer au-delà d'une certaine distance, ce qui explique la nécessité que leurs lieux de culte soient situés à distance de marche. En ce qui concerne les femmes, leur vie quotidienne déborde rarement les limites de ce secteur : elles font leurs courses à pied (souvent accompagnées de leurs enfants d'âge préscolaire), socialisent entre elles, amènent les enfants au parc; la plupart ne conduisent d'ailleurs pas d'automobile. Enfin, la vie communautaire intense des juifs hassidiques, ainsi que la spécificité de leur mode de vie religieux, font que la contiguïté résidentielle est très importante. Ceci se traduit par une volonté souvent très ferme de s'installer et/ou de demeurer dans le quartier, à proximité des institutions religieuses, de la famille et des amis.

Du point de l'espace urbain, il existe un marquage « ethnique » discret associé à la communauté juive hassidique qui aurait pour fonction de servir de repère aux membres de la communauté. Les signes visibles de la présence de cette communauté (outre la présence de ses membres) sont plutôt discrets: leurs lieux de culte ou les écoles s'insèrent dans la trame résidentielle existante avec un minimum d'ornementation ou d'affichage extérieur; les commerces sont souvent effacés derrière une vitrine typiquement encombrée, les enseignes et affiches sont soit absentes ou rédigées en yiddish ou en hébreu traditionnel (du moins dans les établissements fréquentés quasi exclusivement par les membres de la communauté). Les résidences des juifs religieux affichent généralement la *mezouza* traditionnelle sur le côté droit du cadre de la porte, ou encore des ornements en verre ou en miroir avec une inscription en caractères hébraïques. Ces marqueurs utilisent des codes culturels qui sont internes à la communauté juive et qui sont difficilement « décodables » par d'autres individus ou groupes.

**Carte 5.1 Localisation des lieux de culte juifs à l'étude.**



## 5.1 La congrégation Belz du Mile-End (Montréal)

La congrégation hassidique *Hassidei Belz Umahzik Hadath* (Hassidiques de Belz et défenseurs de la Foi) est affiliée à la dynastie Belz du mouvement hassidique, fondée au 19<sup>e</sup> siècle par Rabbi Sholom Rokeach de Belz en Galicie (Pologne). À l'échelle internationale, les disciples de Belz sont établis principalement en Israël. Dans les années 1980, leur leader spirituel (le *rebbe*) a initié l'un des plus importants projets d'aménagement hassidique au monde en faisant construire une immense synagogue dans le quartier Kiryat Belz de Jerusalem (Shneider, 2001). La communauté Belz compte aussi d'autres communautés locales importantes, dont celle d'Anvers, en Belgique, fortement impliquée dans l'industrie diamantaire (Gutwirth, 1969) et dans le quartier Williamsburg de New York, aux États-Unis (Gutwirth, 1972). La communauté Belz montréalaise compte environ 250 familles, dont la plupart sont d'origine hongroise. En plus de la synagogue de la rue Jeanne-Mance, la communauté Belz possède aussi plusieurs institutions qui lui sont propres, dont une école pour filles (sur l'avenue Ducharme à Outremont) et une école pour garçons (*Yeshivah*) (dans la section nord de l'avenue Durocher), de même qu'un *Kollel* (salle d'étude de la Torah pour les hommes adultes de la communauté). Elle fait donc preuve d'un degré significatif de complétude institutionnelle, pour reprendre l'expression de R. Breton (1964).

### 5.1.1 Présentation du dossier urbanistique (voir table 5.1)

La synagogue de la communauté Belz dans le quartier Mile-End occupe le même emplacement depuis le début des années 1950 dans une rue à caractère exclusivement résidentiel. À l'origine, cette congrégation hassidique avait acheté deux duplex qui servaient de synagogue à une autre communauté juive orthodoxe depuis les années 1930. Un premier agrandissement fut autorisé par la ville de Montréal en 1971, permettant à la congrégation de construire une extension à l'arrière des bâtiments portant les numéros 5336 et 5340 de la rue Jeanne-Mance.

En mars 1989, la congrégation achète le duplex adjacent au complexe existant, soit l'édifice situé au 5344-5346A rue Jeanne-Mance. En plus d'accorder la permission à la communauté Belz d'utiliser les locaux de l'ancienne résidence en tant que lieu de culte,

la ville de Montréal permet aussi un agrandissement vers le nord et un second agrandissement à l'arrière. Les résidants de la rue Jeanne-Mance, soucieux de préserver la quiétude et le caractère résidentiel de la rue, s'opposent au projet d'agrandissement et s'adressent à la Ville pour faire valoir leur point de vue. Un certain nombre de résidants, membres du Comité des citoyens du Mile-End, un organisme semi-formel voué à l'amélioration de la qualité de vie dans le quartier, rencontrent aussi les représentants de la communauté Belz afin de discuter des paramètres du projet d'agrandissement. Le permis d'agrandissement est par la suite accordé à la congrégation Belz; cependant, un certain nombre de conditions sont fixées dans l'espoir de réduire les inconvénients pour les riverains. Ces conditions touchent l'aménagement extérieur de la synagogue afin de préserver le caractère résidentiel de la rue, le contrôle du stationnement et de la circulation automobile devant la synagogue, l'installation de climatiseurs sur le toit afin de permettre la fermeture des fenêtres et, par conséquent, la réduction du bruit, etc. De plus, la municipalité décrète à ce moment un moratoire sur toute expansion future de la synagogue pour une période de 10 ans.

En avril et en juin 1999, à la suite des démarches des citoyens qui voient approcher l'échéance du moratoire imposé en 1989, un conseiller spécial à la Ville de Montréal demande à la congrégation Belz de confirmer qu'aucune expansion n'est prévue, ce que les représentants de la communauté refusent de faire. De fait, le 19 novembre 1999, le 5348 rue Jeanne-Mance, un duplex adjacent au complexe existant, est vendu à une tierce partie d'origine portugaise et la propriété est transférée le même jour au nom d'un des administrateurs de la synagogue Belz. Ce dernier accorde par la suite ses droits de propriété à la congrégation Belz. Au printemps 2000, la congrégation dépose alors une demande de permission spéciale auprès des autorités de la Ville de Montréal pour utiliser l'édifice nouvellement acquis comme lieu de culte. Le projet d'agrandissement prévu par la congrégation vise à augmenter la superficie de plancher de 17,4% de plus que la superficie du complexe existant.

**Figure 5.1** Synagogue Belz, rue Jeanne-Mance, quartier Mile-End.



(Photo : E. Ste-Marie)

En dépit des avis négatifs émis par le Service du développement économique et urbain, le projet d'agrandissement de la congrégation Belz est soumis à la Commission du développement urbain, chargée de faire ses recommandations au conseil exécutif. Une première séance publique est tenue le 2 novembre 2000, à laquelle tous les riverains sont conviés. Par ailleurs, un nombre important de membres de la congrégation Belz, ainsi que d'autres communautés hassidiques locales, se présentent à l'Hôtel de Ville afin de faire valoir leur position. Une seconde séance publique est également tenue par la Ville le 13 novembre 2000, et la Commission décide à cette occasion de ne pas recommander le projet de la congrégation à trois voix contre deux<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Deux absences et deux absentions expliquent les quatre votes manquants.

**Table 5.1 Résumé des principales étapes du développement du dossier urbanistique : Synagogue Belz, Mile-End (Montréal).**

Date	Évènement
Mars 1989	Premier agrandissement (ajout du 5344-5346A Jeanne-Mance au complexe)
Printemps 1999	Rencontres informelles entre représentants du Comité de rue Jeanne-Mance, de la Ville de Montréal, et de la congrégation Belz
Novembre 1999	Achat du 5348 Jeanne-Mance par la congrégation Belz
Printemps 2000	Dépôt de la demande de permis d'agrandissement
Novembre 2000	Autorisation du projet d'agrandissement par le Comité exécutif de la ville de Montréal

Lors de la séance du comité exécutif de la Ville du 17 novembre 2000, le projet d'agrandissement de la synagogue est à l'ordre du jour; toutefois, les deux conseillères membres de la CDU s'étant opposées au projet (de même que la présidente, qui s'était abstenue de voter), étaient absentes de la salle lors du vote. Le projet, présenté au comité exécutif par le conseiller municipal chargé des dossiers d'urbanisme, a été approuvé à l'unanimité. Le président du comité exécutif explique aux médias que la décision de la Ville s'appuyait sur des considérations qui dépassent le champ de compétences de la CDU et qui relèvent plutôt des droits de la personne, de la qualité de vie et des modes de vie (Fidelman, 2000).

Les riverains, rassemblés sous la bannière du Comité de rue Jeanne-Mance, considèrent que cette proposition va à l'encontre de la procédure régulière en matière d'aménagement et d'urbanisme de la Ville, de même qu'à l'encontre de ses règles de régie interne. Ceux-ci mandatent donc une firme d'avocats afin d'exprimer à la ville de Montréal leur opinion qui veut que « le règlement d'exemption que la Ville s'apprête à adopter, sera illégal et ultra vires des pouvoirs de la Ville ». Les signataires de la lettre (16 riverains de la synagogue) concluent en mettant en garde la Ville contre une poursuite éventuelle de leur part : « Soyez donc formellement avisés que l'adoption de tout règlement visant à accorder une exemption spéciale pour fins de culte concernant le 5348 de la rue Jeanne-Mance, sera vivement contestée devant les tribunaux ». Les membres du Comité sont toutefois conscients que leurs possibilités de recours sont limitées; ils avisent néanmoins la ministre de la Métropole de la situation et l'enjoignent

d'intervenir afin de renverser la décision de la Ville. Cette décision du comité exécutif est finalement entérinée lors de la séance du 28 novembre 2000 du Conseil municipal.

Ce tour d'horizon des positions respectives des acteurs sociaux impliqués étant fait, la prochaine section nous permettra de discuter des caractéristiques du milieu urbain afin de mieux situer à la fois cette controverse d'aménagement mais aussi les dynamiques sociales l'entourant dans leur contexte propre. Nous chercherons donc à comprendre comment les dynamiques locales, notamment en ce qui concerne les relations interethniques et le caractère cosmopolite du quartier, vont inciter les acteurs sociaux impliqués dans cette controverse à chercher, du moins au départ, à s'accommoder mutuellement.

### **5.1.2 Milieu local et éléments contextuels<sup>6</sup>**

#### **5.1.2.1 Contexte historique et urbain**

À l'origine, le quartier Mile-End est une banlieue industrielle datant de la dernière moitié du dix-neuvième siècle à laquelle vient se greffer au début 1900 une banlieue de tramway pour les nouvelles couches moyennes-inférieures (Rose, 1995). Son cadre bâti très dense, avec peu d'espaces verts, témoigne de ce passé modeste et se compose principalement de duplex et de triplex en rangs serrés. Situé en bordure du corridor traditionnel d'immigration que représente le boulevard Saint-Laurent, le quartier Mile-End est l'un des plus anciens quartiers d'immigration de Montréal. Jusqu'aux années 1970 environ, les immigrants qui s'y établissent sont originaires principalement de l'Europe de l'Est et du Sud (Pologne, Hongrie, Ukraine, Grèce, Italie, Portugal, etc.) alors que s'y établissent par la suite, un nombre croissant d'immigrants d'Amérique latine, mais aussi d'Inde et d'Asie<sup>7</sup>.

Le Mile-End représente également le cœur de l'ancien quartier juif, où entre 1920 et 1945 la majorité des immigrants juifs originaires de l'Europe de l'Est viennent s'installer.

---

<sup>6</sup> Pour les fins de cette étude, nous avons défini les limites géographiques du quartier Mile-End comme suit : le boulevard Saint-Laurent à l'est, la rue Hutchison à l'ouest, le chemin de fer du CP au nord, et la rue Laurier au sud. Les données statistiques présentées ici reflètent ce découpage.

<sup>7</sup> Mentionnons toutefois qu'une petite communauté chinoise est implantée depuis longtemps dans le quartier.

Cet héritage s'exprime aujourd'hui à travers la présence de plusieurs anciens lieux de culte et d'institutions juives dans le secteur, dont plusieurs ont été reconverties à d'autres fonctions (Bronson, 2002). Anctil décrit ainsi l'enchevêtrement des fonctions urbaines qui caractérise le *shtetl*, quartier traditionnel juif, transposé en milieu montréalais : « L'habitat juif est-européen était aussi marqué par la superposition désordonnée des fonctions économiques, religieuses et culturelles, lesquelles s'entremêlaient dans un fouillis parfois inextricable, du moins aux yeux des témoins étrangers à cette tradition urbaine spécifique. » (1997 : 70)

Ce contexte historique n'est sans doute pas étranger à l'ambiance contemporaine du Mile-End, caractérisée par une certaine effervescence d'activités et une mixité des origines. Germain et al. (1995) y décèlent un amalgame d'éléments qui renvoient à ce que certains conçoivent comme une véritable « vie de quartier » : avec sa trame résidentielle dense et serrée doublée d'une armature commerciale très achalandée, le Mile-End « favorise le croisement des trajectoires quotidiennes car les occasions de rencontre y sont nombreuses » (p. 271). En effet, surtout sur la rue Saint-Viateur, la présence de nombreux commerces de proximité à saveur « ethnique » ou « européenne » encourage la fréquentation quotidienne et la sociabilité publique. Les commerces, les nombreux cafés et la rue elle-même servent à soutenir cette sociabilité.

### **5.1.2.2 Caractéristiques démographiques et urbaines<sup>8</sup>**

Le quartier Mile-End représente d'une certaine manière un modèle de quartier cosmopolite où se côtoient anciens et nouveaux immigrants (Rose, 1995), qui représentent plus de 30% de la population totale du secteur en 2001. Aussi fonctionne-t-il à la fois comme une enclave, soit un lieu charnière entre le pays d'origine et le pays d'accueil, et comme lieu d'enracinement plus permanent pour certains groupes (dont les juifs hassidiques) (Charbonneau et Germain, 1998). Outre l'immigration comme telle, la diversité des origines culturelles s'exprime aussi par le fait que plus de la moitié des résidents du Mile-End déclarent une origine ethnique autre que britannique, française, canadienne, québécoise ou autochtone. À cette diversité des origines s'ajoute une composante linguistique, dans la mesure où, si près de la moitié des habitants du Mile-

<sup>8</sup> Les données présentées ici sont issues du Recensement de la population de Statistique Canada, 2001. Voir le tableau des caractéristiques socioéconomiques du quartier à l'étude à l'appendice 2.

End déclarent parler le français à la maison et 26% l'anglais, un quart des résidents (25%) utilisent une langue non officielle (principalement le yiddish, le portugais et le grec). Enfin, le Mile-End se distingue aussi par une certaine diversité du point de vue des appartenances religieuses. Le recensement de 2001 indique que le secteur compte encore une majorité de résidents se déclarant de confession catholique (près de 47%); la proportion de personnes appartenant à une religion autre que chrétienne (catholique ou protestante) représente environ 14% de la population totale, alors que celles déclarant n'être affiliées à aucune religion comptent pour plus du quart (25,5%) de la population du secteur. Les groupes autres que catholique et protestant les plus importants numériquement sont les juifs (8,5% de la population totale) et les chrétiens orthodoxes (environ 5%).

Le Mile-End comptait en 2001 une population juive d'environ 1460 personnes, dont plus des trois-quarts (75%) réside à l'intérieur de deux secteurs de recensements particuliers (165 et 168). Les données du recensement ne permettent pas de distinguer les juifs hassidiques de ceux issus d'autres courants du judaïsme; toutefois, la forte concentration résidentielle de cette population à l'intérieur de ces deux secteurs où les familles et institutions juives hassidiques sont nombreuses laisse croire à une certaine correspondance. Les données du recensement concernant le yiddish, qui représente la *lingua franca* du judaïsme hassidique, indiquent un total d'environ 1060 personnes parlant principalement cette langue à la maison. Cette population est également concentrée dans les secteurs de recensement 165 et 168, ce qui nous permet d'estimer le nombre de juifs hassidiques entre 1000 et 1400 personnes en 2001. Précisons aussi qu'entre 1991 et 2001, le pourcentage de la population juive a doublé (passant de 10% à 19% de la population totale) dans le secteur 165, alors que dans le secteur 168 ce pourcentage est passé de 22% à 26%.

Si la diversité religieuse est peu significative à l'échelle du quartier, elle le devient à l'échelle du milieu local. En effet, la concentration résidentielle et institutionnelle de la population juive hassidique sur quelques rues dans le quartier Mile-End est un élément significatif du contexte urbain dans lequel la controverse de l'aménagement de la synagogue Belz se déroule. On retrouve en effet des familles et institutions hassidiques sur les rues Jeanne-Mance et Hutchison, qui comptent collectivement une dizaine de lieux de culte et institutions hassidiques, alors que ceux-ci sont littéralement absents des

autres rues du Mile-End. Ces deux rues sont par ailleurs entièrement résidentielles et, dans la mesure où la majorité des immeubles sont contigus, l'activité générée par la présence d'un lieu de culte ne passe pas inaperçue aux yeux des voisins.

Il faut dire aussi que, outre ceux de la communauté juive, le Mile-End compte déjà un grand nombre de lieux de culte appartenant à une variété importante de groupes religieux, dont plusieurs minoritaires. Le Mile-End est l'un des districts identifiés par le Service du développement économique et urbain de la Ville de Montréal dans le cadre d'une évaluation des problèmes d'implantation et de concentration des lieux de culte dans la ville (Arteau, 2000a). Cette analyse identifie les secteurs où l'on retrouve une concentration de lieux de culte marquée sur le plan géographique, où ceux-ci sont implantés majoritairement dans des secteurs résidentiels ou commerciaux, où on note des conflits d'appropriation entre voisins, et caractérisés par la rareté des espaces disponibles.

### **5.1.2.3 Dynamiques territoriales**

Le Mile-End se présente d'emblée comme un quartier multiethnique, et plusieurs groupes ont tendance à exprimer leur identité collective de manière visible dans le paysage urbain. En effet, le cosmopolitisme et la diversité culturelle y sont « mis en scène » et valorisés en tant qu'éléments de l'identité collective du quartier (Germain et al., 1995). En témoigne par exemple la fête multiculturelle de la Saint-Jean-Baptiste organisée chaque année et qui se veut une célébration des nombreuses cultures qui se côtoient dans le quartier. D'autres célébrations annuelles, telles que la fête de la San Marziale (Italiens) ou le festival grec organisé par l'église Sainte-Irénée et Sainte-Markella, ajoutent à la saveur cosmopolite du quartier. Ces fêtes sont généralement ouvertes à tous les citoyens du quartier, qui participent beaucoup à ce type d'activité.

Le quartier exhibe aussi des marqueurs identitaires d'autres communautés culturelles et religieuses, que ce soit dans les formes architecturales (les lieux de culte, maisons peintes en teintes méditerranéennes), l'aménagement (jardins méditerranéens ou asiatiques, fontaines et meubles d'extérieur), ou les éléments décoratifs (*mezouzas*, icônes religieuses portugaises, bannières et drapeaux aux couleurs du pays d'origine) (Gagnon et Germain, 1999). Du point de vue des lieux de culte, toutes religions confondues, le quartier en compte plus que sa part avec un peu plus d'une vingtaine,

dont plusieurs sont implantés en milieu résidentiel. Somme toute, le Mile-End s'affiche comme un quartier où il fait bon être différent, et où la diversité culturelle trouve son expression dans le paysage urbain. Aussi, les tensions qui se manifestent autour de l'aménagement de la synagogue de la rue Jeanne-Mance sont-elles plutôt atypiques de la dynamique de cohabitation interculturelle qui prévaut dans le quartier.

Par ailleurs, les membres de la communauté juive hassidique possèdent un certain nombre de petits commerces dans le Mile-End, principalement le long des artères commerciales et semi-commerciales du secteur (Saint-Viateur, Bernard, avenue du Parc). Il s'agit surtout de commerces liés à l'alimentation cachet (épiceries, traiteur), mais aussi des magasins de vêtements ou d'articles de maison. Ces commerces desservent une clientèle composée essentiellement de membres de la communauté hassidique en raison de la spécificité des produits offerts en vente. Mentionnons toutefois que, si les autres résidents du quartier ne fréquentent pas les commerces juifs, les juifs hassidiques eux font souvent leurs emplettes dans bon nombre de commerces « mainstream » (pharmacie, boutique du dollar, quincaillerie, etc.).

Quant à la rue Jeanne-Mance où se situe la synagogue des Belz, celle-ci se présente de manière générale comme une rue résidentielle plutôt coquette et propre; les demeures sont généralement bien entretenues et fleuries. Plusieurs résidents se plaignent toutefois que les familles hassidiques ne font aucun effort pour se conformer à cette image. Par exemple, une résidente de longue date de la rue explique que :

« Ça ne les dérange pas [que les terrains autour de leurs maisons soient sales]; ils ont d'autres préoccupations. [...] il y a vingt ans quand on est arrivé dans la rue, il y avait moins de fleurs qu'il y en a; depuis dix ans, toutes les maisons sont fleuries. Chez les hassidiques, les maisons ne sont pas entretenues [...] ils sont pauvres; ils ont pas d'argent, pis cultiver des fleurs, ça [ne] les intéresse pas, ils ont la tête à autre chose... »  
(Résidente du Mile-End, juin 2000).

Certains commentaires plus précis concernent l'aménagement et l'état de la synagogue, qui occupe aujourd'hui quatre bâtiments contigus au milieu de l'îlot résidentiel de la rue Jeanne-Mance<sup>9</sup>.

---

<sup>9</sup> Fait à noter, J. Gutwirth (1972) pose un constat similaire lorsqu'il fait état de leurs lieux de culte à Anvers et à New York.

Quoi qu'il en soit, on en retient que le Mile-End dans son ensemble se présente comme un quartier cosmopolite qui affiche sa diversité culturelle. L'origine ethnique et le statut relativement modeste des résidants se traduisent dans l'apparence physique des résidences de plusieurs rues du quartier, témoignant du passé fortement immigrant du Mile-End.

Depuis le début des années 1980, le Mile-End attire toutefois de nouvelles populations, très scolarisées, d'expression anglaise et française, principalement non immigrantes mais comprenant aussi un nombre significatif d'Européens (Rose, 1995). La compétition sur le marché immobilier est devenue féroce, le Mile-End étant reconnu comme parmi les plus prisés de la ville d'après une compilation du quotidien anglophone *The Gazette*. L'embourgeoisement graduel du secteur, dont font état plusieurs des entretiens que nous avons effectués, se traduit par la présence de gentrificateurs sur plusieurs rues résidentielles telles que Jeanne-Mance, Waverly et de l'Esplanade.

Il s'agit donc d'un quartier en transformation, où la présence de groupes d'implantation plus ancienne tels que les Italiens et les Grecs s'efface au profit d'autres groupes, dont les juifs hassidiques et des gentrificateurs anglophones et francophones.

### **5.1.3 Acteurs locaux et transactions sociales**

Voyons à présent quels sont les acteurs impliqués dans cette controverse d'aménagement, de même que leurs positions respectives tout au long du développement de ce dossier d'aménagement. Nous porterons une attention particulière dans cette section à la manière dont se construisent les échanges entre ces acteurs. Nos observations portent surtout sur la demande d'aménagement déposée à la Ville au printemps 2000, mais nous ferons également référence aux démarches entourant l'agrandissement de la synagogue dix ans plus tôt.

Dans le cadre de nos entretiens, une riveraine de longue date de la synagogue explique que pendant de nombreuses années, les membres de la congrégation hassidique et les autres résidants de la rue Jeanne-Mance ont eu très peu de contacts. Pour l'essentiel, ces contacts se limitaient à des salutations ou des échanges informels principalement entre voisins; les contacts entre les hommes hassidiques et les autres résidants

(homme ou femme) étaient à peu près inexistantes. Les choses commencent à changer lorsque la congrégation Belz fait l'achat d'une troisième maison dans le but d'agrandir la synagogue (qui en comptait déjà deux) en 1989. Suite à l'implication des représentants du cabinet du maire, une série de rencontres est organisée entre les riverains de la synagogue et les représentants de la congrégation Belz pour discuter des modalités d'expansion du lieu de culte. Bien que, du point de vue rétrospectif, les négociations aient partiellement échoué pour les riverains (le projet d'expansion qu'ils cherchaient à bloquer a quand même été approuvé par la Ville), ces démarches ont néanmoins engendré certains effets jugés positifs, comme l'explique une riveraine: « [...] puis, au bout de la ligne, on a quelque peu perdu notre cause, car la Ville a quand même donné le permis d'expansion, mais on a gagné quelque chose, on a gagné de les connaître. Et eux nous connaissent un peu mieux; et on a commencé à se respecter un petit peu plus, mutuellement » (Entretien, juin 2000).

Suite à ces discussions initiales, quelques riverains et un représentant de la communauté Belz<sup>10</sup> ont établi ce que nous qualifierons de relations de bon voisinage : on pouvait ainsi communiquer les demandes et les informations, faire part des insatisfactions, négocier des compromis. Par exemple, cette riveraine explique : « et puis moi pendant dix ans j'appelais régulièrement aussi M. X [représentant de la congrégation Belz], j'avais son numéro de téléphone et puis je lui disais, bon bien : "M. X, les voitures en double file [devant la synagogue], ça ne va vraiment plus, il faut faire quelque chose", puis là il faisait quelque chose et puis ça allait un peu mieux. ». Du côté de la communauté hassidique, on apprécie aussi ce contact qui permet d'éviter les problèmes avant qu'ils n'apparaissent et de discuter de ceux qui se développent au fur et à mesure. Par exemple, avant la visite d'un important rabbin de New York, le représentant de la communauté Belz pouvait téléphoner à cette riveraine et l'aviser de l'événement et du fait qu'il y aurait sans doute plus de circulation et de bruit au cours de la fin de semaine. La riveraine pouvait alors transmettre l'information aux autres voisins, les disposant ainsi à une plus grande tolérance.

---

<sup>10</sup> Dans son étude sur la communauté hassidique Belz d'Anvers, Gutwirth (1969) parle aussi d'un médiateur informel au sein de la communauté chargé des relations avec la communauté extérieure; en yiddish, cette personne est désignée sous le nom de *chtadlan*. Le terme est emprunté à la fonction de représentant officiel de la communauté juive en Allemagne et en France qui naît au seizième siècle.

Un autre exemple de collaboration entre les juifs hassidiques et leurs voisins concerne la participation, à quelques occasions, des femmes de la communauté hassidique à des revendications collectives entreprises par le Comité des citoyens du Mile-End. Il s'agissait de contester l'aménagement d'une voie réservée aux autobus sur l'avenue du Parc, puis de protester contre l'émission d'un permis d'alcool pour l'aménagement d'une discothèque dans un ancien théâtre sur cette même artère. Dans les deux cas, les participantes issues de la communauté hassidique se sont senties personnellement impliquées, dans la mesure où ces causes affectaient la qualité de vie de leur famille et de leur communauté.

Les relations entre les représentants de la congrégation Belz et les riverains sont toutefois fondées sur les relations interpersonnelles entre certains individus directement impliqués dans cette situation de cohabitation. De part et d'autre, les individus qui jouent le rôle de point de contact sont des personnes profondément impliquées dans leurs communautés respectives et sont sensibles à l'importance de la communication dans une telle situation. Au-delà de leurs différences culturelles et religieuses, on peut penser que ces individus partagent certaines valeurs communes : une ouverture sur l'autre, le pragmatisme, et un certain sens du civisme. C'est que, de part et d'autre, on accepte la légitimité de la présence de l'autre et on reconnaît le défi que pose la proximité physique. La majorité des riverains sont venus s'établir sur la rue Jeanne-Mance en sachant qu'il y avait là une synagogue, et se disent ouverts à l'idée de cohabiter. Cette cohabitation implique une certaine tolérance à l'égard du bruit et de la circulation engendrés par la présence d'un lieu d'usage communautaire sur la rue. On retrouve un pragmatisme similaire du côté des membres de la communauté Belz, qui pour la plupart ont des voisins non juifs (ou du moins non hassidiques) avec qui ils entretiennent le plus souvent des rapports cordiaux.

Les relations qu'entretiennent les représentants de la communauté Belz et du Comité de rue Jeanne-Mance sont de nature essentiellement informelle, et il s'agit là d'un point important. Plus précisément, c'est une tentative de formaliser ces relations intercommunautaires qui va contribuer à mettre un terme aux bonnes relations de voisinage. En effet, en janvier 1999, avant la fin du moratoire de 10 ans imposé par la Ville en 1989, quelques riverains membres du Comité de rue Jeanne-Mance invitent les représentants de la congrégation Belz à participer à une rencontre. D'après l'un des

organisateurs, cette rencontre visait à faire le point sur la situation de la congrégation et à faire un suivi sur les conditions imposées par la Ville lors de l'agrandissement de 1989. Les riverains s'étaient rencontrés au préalable afin de rédiger une lettre collective à l'intention des responsables de la communauté Belz. Cette lettre faisait état des conditions qui n'avaient pas été remplies suite à l'entente avec la Ville lors de l'agrandissement de 1989, demandait à la congrégation d'expliquer comment elle comptait corriger la situation et, surtout, lui demandait de s'engager par écrit à ne pas chercher à agrandir davantage la synagogue après la fin du moratoire. Copie de cette lettre avait d'ailleurs été envoyée au maire et au Service du développement économique et urbain de la ville de Montréal. Deux représentants de la congrégation se sont présentés à la résidence d'une des riveraines pour la réunion, et c'est à ce moment que la lettre leur a été remise et qu'on leur a demandé une réponse écrite. Ulcérés, les membres de la communauté Belz ont quitté la réunion sur-le-champ. Pour un représentant à qui nous avons parlé, il s'agissait de la rupture du lien de confiance qui s'était établi entre les personnes impliquées; il considérait comme injuste de se faire présenter sur papier un ensemble de demandes et de plaintes qui auraient pu être réglées autrement, grâce au contact informel qu'il entretenait avec des membres du Comité de rue Jeanne-Mance. Il considérait par ailleurs certaines de ces demandes et plaintes comme déraisonnables, notamment le dernier paragraphe de la lettre qui exigeait l'engagement de la congrégation à ne plus agrandir la synagogue.

En somme, en voulant imposer de nouvelles règles du jeu et forcer les représentants de la communauté hassidique à s'engager par écrit, les membres du Comité de rue Jeanne-Mance ont provoqué une rupture dans la communication entre les parties. C'est également à partir de ce moment que les interactions entre les différents acteurs impliqués portent non plus sur la gestion des frictions quotidiennes résultant du partage d'un espace commun, mais bien sur l'enjeu plus pointu de l'agrandissement éventuel de la synagogue. C'est du moins la perception qu'en ont eu les représentants de la communauté Belz, pour qui l'incident de la lettre marque un changement d'attitude de la part des riverains et une hostilité nouvelle à l'endroit de la communauté. Du point de vue des riverains, ce geste résulte d'une insatisfaction quant au cheminement des demandes formulées oralement :

« Le problème avec cette communauté, c'est qu'ils n'agissent que lorsqu'ils sont poussés à la limite... que lorsque la Ville [...] les oblige à faire quelque chose, par écrit. Alors là ils vont faire quelque chose, mais

d'eux même, ils vont toujours dire oui, oui, oui... et ils ne font rien. »  
(Membre fondateur du Comité de rue, juin 2000).

Autrement dit, les interactions entre les représentants des deux groupes quittent le registre de l'accommodement pour passer en mode conflictuel autour de l'agrandissement de la synagogue. À partir du moment où la question de l'aménagement de la synagogue devient l'enjeu principal, d'autres acteurs sociaux vont faire leur entrée en jeu : des élus municipaux (la conseillère municipale du secteur et le responsable des dossiers d'aménagement au conseil exécutif de la Ville) et des représentants du Service du développement économique et urbain de la ville de Montréal. Les transactions sociales se déroulent maintenant sur une scène beaucoup plus vaste et sont plus sujettes aux influences politiques.

Voyons maintenant un peu plus en détail les positions respectives des différents acteurs sociaux impliqués dans ce dossier.

#### **5.1.3.1 Le Comité de rue Jeanne-Mance**

Le Comité de rue Jeanne-Mance regroupe une quinzaine de personnes résidant à proximité de la synagogue et qui, pour la plupart, sont aussi impliquées dans le Comité des citoyens du Mile-End. D'après nos entretiens, la dynamique associative du Mile-End est ainsi fragmentée, formée de petits comités très locaux, plutôt que de se regrouper en organismes parapluies comme c'est le cas par exemple dans le quartier Côte-des-Neiges. Fait à noter, les leaders du Comité de rue et du Comité de citoyens sont à peu près les mêmes, ce qui témoigne de l'implication de ces personnes dans leur milieu de vie. Le Comité de rue Jeanne-Mance regroupe des individus qui sont d'origines culturelles, religieuses et linguistiques variées, mais qui sont en général propriétaires de leur résidence. Par ailleurs, un des membres du Comité de rue est également impliqué de près dans la Société d'histoire du Mile-End, un organisme qui, comme son nom l'indique, s'intéresse à l'histoire et au patrimoine bâti du quartier. D'après nos entretiens, le Comité de rue est un organisme informel, dont les membres se rencontrent sporadiquement, pour discuter de leurs préoccupations relatives à la qualité de vie sur la rue et à la question de l'agrandissement de la synagogue. C'est dans le cadre des démarches entourant le premier agrandissement de la synagogue en 1988-1989 que les activités du Comité se sont structurées. Malgré leur implication dans

d'autres organismes locaux, les membres du Comité de rue Jeanne-Mance ont pris grand soin de ne pas laisser la question de l'agrandissement de la synagogue déborder dans les préoccupations de ces autres organismes. Du point de vue des membres du Comité de rue, il n'était donc pas question de faire d'un problème de voisinage un enjeu pour l'ensemble du quartier.

Les démarches du Comité à l'égard du projet pour le second agrandissement de la synagogue ont tout d'abord visé les représentants de la communauté hassidique. Nous avons vu qu'une réunion avait été organisée avec deux représentants de la congrégation Belz en janvier 1999, et qu'une lettre leur avait été remise leur demandant de s'engager par écrit à ne pas chercher à agrandir davantage la synagogue. Cette intervention ayant échoué, les représentants du Comité s'adressent à la Ville de Montréal afin de faire valoir leur point de vue quant à une éventuelle demande d'agrandissement de la part de la congrégation Belz. En fait, ces démarches se sont effectuées à titre de mesure préventive, car l'achat de la quatrième maison adjacente n'aura lieu qu'à l'automne suivant. Les membres du Comité de rue Jeanne-Mance ont aussi rencontré des représentants de la communauté juive organisée, dont le Congrès juif canadien et B'Nai Brith, afin de faire connaître leur position. Ces démarches visaient à prévenir d'éventuelles accusations d'antisémitisme mais aussi d'enjoindre ces organismes à intervenir afin de trouver un compromis acceptable pour tous.

À partir du moment où la controverse devient publique, c'est-à-dire lorsque la ville de Montréal annonce que le dossier sera présenté à la Commission du développement urbain en novembre 2000, le Comité de rue modifie sa stratégie. D'une part, le Comité cherche à mobiliser les résidents de la rue afin de donner plus de poids à leurs revendications auprès de la municipalité. Ils font circuler au printemps 2000 une pétition demandant à la Ville de ne pas autoriser le projet d'agrandissement de la synagogue, pétition qui sera signée par plus de 100 résidents de la rue Jeanne-Mance, entre les rues Fairmount et Saint-Viateur. La pétition est ensuite remise au maire de Montréal lors de sa visite dans le quartier en juillet 2000. Plusieurs résidents participent aussi à une campagne visuelle en affichant des banderoles et bannières sur leur demeure demandant à la Ville de protéger le zonage résidentiel sur la rue et au maire d'écouter l'avis de ses fonctionnaires (qui, rappelons-le, n'avaient pas recommandé le projet

d'agrandissement). Fait à noter, aucune des affiches ni aucun autre commentaire public de la part des membres du Comité de rue ne vise les membres de la congrégation Belz. Suivant l'annonce de la présentation du projet à la CDU, les médias commencent à s'intéresser au dossier. Encore ici, les représentants du Comité de rue sont très prudents dans leurs commentaires, qui visent essentiellement à exprimer leur frustration par rapport à l'administration municipale.

La position du Comité de rue Jeanne-Mance dans ce dossier se résume donc comme suit : les résidants de la rue se disent des gens tolérants et ouverts, pleinement conscients qu'une synagogue hassidique était présente sur la rue lorsqu'ils ont décidé de s'y installer. Ils estiment qu'ils ont fait les compromis nécessaires pour l'établissement d'une cohabitation pacifique avec leurs voisins hassidiques. Ils ont dû subir les inconvénients découlant de l'agrandissement de 1989, surtout dans la mesure où toutes les conditions de l'entente avec la Ville et la congrégation Belz n'ont pas été respectées par ces derniers. Les membres du Comité de rue trouvent que la situation est sur le point de devenir intolérable, que l'expansion de la synagogue n'est plus possible en raison de l'incompatibilité des usages résidentiels et institutionnels. Leurs revendications se basent sur les nuisances qu'ils doivent subir, du fait de la présence d'une institution communautaire au beau milieu d'une rue résidentielle. Ils déplorent aussi l'effet négatif de l'agrandissement progressif de la synagogue sur le patrimoine bâti du quartier, en raison de l'incorporation de plusieurs résidences de valeur patrimoniale au complexe de la synagogue sans aucun souci de préservation. Ils sont conscients des besoins croissants en espace de la communauté hassidique, elle-même en croissance, mais sont d'avis qu'une solution alternative à une nouvelle expansion de la synagogue doit être mise de l'avant par la Ville. Il n'est donc plus possible de permettre l'expansion de la synagogue. L'administration municipale aurait aussi la responsabilité de protéger l'investissement et la qualité de vie des autres résidants de la rue comme le suppose le règlement de zonage.

Pour eux, la question se pose donc ainsi : la Ville doit faire en sorte que les droits des résidants de la rue soient respectés, et ne doit pas leur faire payer le prix du privilège accordé à la communauté Belz dans l'éventualité d'une nouvelle permission spéciale qui lui permettrait de déroger davantage au règlement de zonage. La situation dans laquelle se trouvent les résidants de la rue est le résultat du laxisme de l'administration

municipale qui contrevient à ses propres règlements et règles de régie interne. Cette situation résulte de la crainte des politiciens de faire face au lobby juif montréalais, sachant que la communauté juive hassidique se mobilise rapidement et peut exercer des moyens de pressions électoraux fort efficaces. Enfin, le Comité de rue est prêt à collaborer avec les autorités publiques et la communauté hassidique afin de trouver une solution acceptable pour tous; ils sont toutefois conscients que, à moins que la Ville n'applique son règlement et refuse le projet, il y a peu de chances que la congrégation Belz voit un avantage à parvenir à un compromis.

### **5.1.3.2 La Congrégation Belz**

Pour les représentants de la congrégation Belz, la situation est relativement simple : comme tout autre citoyen, ils ont le droit de faire des demandes et acceptent de se conformer aux exigences de la Ville afin d'aller de l'avant avec le projet d'expansion. Ils ont fait les demandes de permis, soumis un dossier en bonne et due forme, présenté le dossier devant la CDU, négocié avec les représentants du SDÉU, etc. Comme l'affirme un représentant de la communauté, la congrégation ne fait rien d'illégal, et cherche simplement à obtenir la permission d'agrandir ses installations pour répondre à de nouveaux besoins. La congrégation n'est pas d'accord avec l'argument soulevé par le Comité de rue Jeanne-Mance en ce que le problème résulte de la localisation de la synagogue en milieu résidentiel : « Houses of prayers were always in residential areas, not in commercial areas, and you see churches are built in very residential areas; unfortunately, they are not being used much anymore, but that's the nature of houses of prayer... » (Leader, congrégation Belz, novembre 2000). Par ailleurs, le projet d'agrandissement affecterait un très petit nombre de résidents de la rue, principalement ceux dont la résidence est contiguë avec le complexe de la synagogue. Les représentants de la congrégation ne comprennent pas pourquoi d'autres résidents de la rue s'opposent au projet. Dans un article de presse, le porte-parole de la congrégation affirme que « [...] la situation n'énerve qu'une poignée de personnes. La majorité des gens du quartier à qui j'ai parlé ne comprend même pas où est le problème » (cité dans Galipeau, 2000). Il n'est par ailleurs pas envisageable pour la congrégation de déménager la synagogue ailleurs en raison des contraintes de proximité, mais aussi parce que la congrégation a déjà beaucoup investi dans le complexe existant : « it doesn't make sense that we should just waste three locations that we've already

invested so much in and start from scratch somewhere else » (cité dans Hittz, 2000). Ce même porte-parole reconnaît toutefois que si la communauté Belz continue de prendre de l'expansion, d'autres mesures devront être envisagées; il croit toutefois qu'ils n'en sont pas encore arrivés à cette étape.

Du point de vue des représentants de la congrégation Belz, le problème à l'origine de la controverse autour de l'agrandissement se situe plus au niveau de ce qu'ils conçoivent comme l'équilibre démographique entre les différents groupes culturels et religieux dans le quartier. La croissance démographique de la population juive hassidique dans le secteur, de même que leur détermination à demeurer dans le quartier, peuvent avoir pour effet de susciter des craintes auprès des autres groupes de population :

« Because the numbers multiply and it's fear, they are scared. And some of them have even said it, you know, "you are going to take over". I mean, we are not invading anything! [...] You see, what is happening now, what you see happening in this area here has happened in New York 40 years ago; it's when a visible community starts to multiply in an area, some people have reservations on that, for different reasons, but we are not going to go into that. And of course, the needs of that community multiply, to have synagogues and schools in the area, there's always opposition and all that. » (Leader, congrégation Belz, novembre 2000)

Sans pour autant que des accusations de discrimination et de racisme soient mises de l'avant, le porte-parole de la congrégation laisse planer la possibilité que certains des opposants nourrissent des sentiments antisémites (voir notamment Galipeau, 2000).

Il est clair que les membres de la communauté hassidique avec qui nous nous sommes entretenus sont conscients que leur différence culturelle et religieuse peut susciter des réactions basées sur la crainte de l'inconnu. Certains groupes ont même pris des mesures afin que leurs voisins et concitoyens d'autres origines puissent mieux comprendre leur mode de vie et leurs valeurs. La congrégation Belz, soucieuse de préserver de bonnes relations avec son voisinage, a même participé à la production d'un documentaire sur les communautés juives hassidiques du Mile-End et d'Outremont. Réalisé par un cinéaste résidant du quartier de longue date, le film, intitulé *Bonjour! Shalom!* (1989), propose un regard intimiste sur les traditions, coutumes et valeurs de ce groupe religieux. Le succès de ce documentaire et son rayonnement à l'extérieur du Québec attestent de la pertinence d'une telle démarche.

L'approche de la congrégation Belz quant à ses relations avec la communauté extérieure demeure toutefois pragmatique : la synagogue, de même que les membres de la congrégation, sont établis dans le quartier et entendent y rester. Ils se désolent de l'opposition de certains riverains à leur projet d'expansion, mais iront de l'avant avec le projet tant que la ville de Montréal le leur permettra. Les mots d'un membre de la congrégation illustrent bien ce pragmatisme : « If I don't like my area, I will still live there because I am bound by my religion, by my synagogue. [...] Even if somebody doesn't like you, you have to live side by side and we do that. » (Membre, congrégation Belz, novembre 2000).

### **5.1.3.3 Les représentants de la Ville de Montréal**

Des représentants des services administratifs de la ville de Montréal ont été impliqués de près dans ce dossier, plus particulièrement ceux du Service du développement économique et urbain (SDÉU), du Bureau des affaires interculturelles (BAI), et ceux du cabinet du maire.

Du point de vue technique, l'agrandissement de la synagogue requiert l'obtention d'une permission spéciale, et dont la procédure est administrée par le SDÉU. Les représentants du SDÉU ont eu plusieurs contacts avec les membres de la congrégation Belz et les riverains, et ont tenté d'intervenir afin de faire respecter les conditions stipulées dans l'entente avec la Ville conclue lors de l'agrandissement de 1989. Les rapports entre les professionnels du SDÉU et ceux du service des permis de la Ville avec les membres de la congrégation ont été plutôt froids, dans la mesure où les représentants de la Ville étaient des femmes, ce qui complique quelque peu les interactions (par exemple, les membres de la communauté religieuse ont refusé de serrer la main des représentantes de la Ville, qui ont été un peu froissées). Par ailleurs, le SDÉU, de même que le Bureau des affaires interculturelles, ont émis des recommandations négatives quant au projet d'agrandissement de la congrégation Belz sur la rue Jeanne-Mance. Il faut dire que, depuis juin 1999, un moratoire avait été imposé par le comité exécutif concernant l'examen de toute nouvelle demande d'autorisation d'occupation à des fins de lieu de culte. Le moratoire avait été adopté suivant la recommandation de la CDU afin que le SDÉU puisse étudier la problématique de l'implantation des lieux de culte sur le territoire de la ville et proposer des mesures

d'encadrement. Une seconde résolution à cet effet est adoptée par le conseil exécutif le 16 août 2000 afin de « [...] refuser toute demande de permission spéciale pour des lieux de culte situés dans un secteur où seule l'habitation est autorisée; [et] de maintenir un moratoire sur les permissions spéciales pour les lieux de culte situés dans un local adjacent à un logement, en attendant que des normes et critères d'évaluation soient établis » (CDU, 2000). Aussi le SDÉU se trouve-t-il dans une position délicate lorsque, en dépit de sa recommandation négative, le conseil exécutif lui demande en octobre 2000 de préparer un projet de règlement pour permettre l'agrandissement de la synagogue.

Pour sa part, le Bureau des affaires interculturelles de la ville de Montréal avait effectué un suivi ponctuel du dossier de la synagogue Belz depuis les événements de 1989. L'agente du BAI affectée au dossier, une résidente de longue date du quartier, avait d'ailleurs été personnellement impliquée dans l'affaire : celle-ci avait vendu sa propre maison, contiguë à la synagogue, à la congrégation Belz en 1988. Dans un avis présenté au SDÉU en août 2000 au sujet de la deuxième demande d'agrandissement, les dimensions sociales, culturelles, et religieuses du dossier sont mises en relief : l'avis recommande de manière générale que : « le maintien de l'équilibre de la cohabitation entre ces différents groupes soit considéré comme une priorité dans le traitement de ce dossier » (BAI, 2000). La recommandation spécifique du BAI était toutefois que : « le comité exécutif acquiesce à l'avis émis par le Service du développement économique et urbain, à savoir de refuser la permission spéciale pour l'occupation et l'agrandissement à l'arrière, à des fins de culte – Bâtiment 5348 Jeanne-Mance ». Ce sont d'ailleurs les représentants du BAI qui annoncent le 25 septembre 2000 aux représentants de la congrégation Belz que, le SDÉU n'ayant pas recommandé le projet, la Ville n'avait pas l'intention d'émettre le permis pour l'agrandissement. (Cette décision sera toutefois renversée, comme nous le verrons). Les représentants de la Ville proposent d'envisager des alternatives pour répondre aux besoins de la congrégation, mais les représentants de la communauté refusent d'en discuter, arguant que l'agrandissement de la synagogue était la seule solution possible à leurs problèmes d'espace.

Ce dossier implique également des élus municipaux, dont le maire de Montréal qui, à deux reprises, en décembre 1999 et en juillet 2000, se rend sur place et rencontre les membres du Comité de rue Jeanne-Mance ainsi que les représentants de la

congrégation Belz. Un conseiller spécial du cabinet du maire assurera aussi un suivi ponctuel dans ce dossier.

Enfin, ce dossier implique aussi de près un élu municipal en particulier, qui aura mis beaucoup d'efforts pour que les projets d'agrandissement de la synagogue Belz soient approuvés par la ville de Montréal. Depuis l'expansion de 1989, la communauté Belz a pu compter sur l'appui d'un conseiller municipal lui-même juif orthodoxe, bien que celui-ci n'ait jamais représenté le secteur du Mile-End<sup>11</sup>. Lors de cette première demande d'expansion, ce conseiller avait joué le rôle de porte-parole de la communauté Belz auprès du conseil municipal. Au cours de son mandat au pouvoir de 1998-2001, ce conseiller municipal était membre du comité exécutif de la ville de Montréal, et chargé des dossiers du développement économique, du cinéma, du tourisme, de l'urbanisme et de la Société de développement de Montréal. Son implication dans le dossier pour la seconde expansion de la synagogue Belz a soulevé la controverse en raison du conflit d'intérêt dont plusieurs l'ont accusé en raison de son implication passée avec la congrégation. À titre de membre du conseil exécutif, et surtout en tant que chargé des dossiers d'urbanisme, plusieurs observateurs ont avancé que le conseiller aurait dû se retirer du dossier, ce qu'il a refusé de faire.

En août 2000, suivant la recommandation négative de la SDÉU et du BAI, le conseiller municipal rend visite aux représentants du Comité de rue Jeanne-Mance et propose un compromis : si le permis d'agrandissement est accordé à la congrégation Belz, il promet l'adoption d'un moratoire de cinq ans sur tout autre agrandissement de la synagogue (le conseiller omet de mentionner au Comité de rue qu'un moratoire sur toute nouvelle demande de permission spéciale avait été adopté quelques jours plus tôt par le conseil exécutif de la Ville). En plus de tenter de convaincre la conseillère municipale du district Mile-End<sup>12</sup> de se rallier en faveur de l'expansion de la synagogue, le conseiller est intervenu pour défendre le projet au cours de la séance du 2 novembre 2000 de la Commission du développement urbain (CDU) de la Ville afin d'en convaincre les membres de son bien-fondé.

<sup>11</sup> Conseiller municipal depuis 1986, il avait été élu sous la bannière du parti Vision Montréal en 1994 et en 1998 dans le district Victoria, puis en 2001 dans le district Darlington.

<sup>12</sup> Cette dernière faisant partie de l'opposition, son soutien n'aurait pas pu contribuer à faire avancer la cause de l'un ou l'autre des partis impliqués. Néanmoins, la conseillère s'est ouvertement déclarée opposée au projet d'agrandissement de la synagogue.

\*\*\*

Nous avons exposé dans les sections précédentes les principales étapes du développement d'une controverse au sujet de l'agrandissement de la synagogue de la communauté hassidique de Belz dans le quartier Mile-End. Il s'agit donc pour l'essentiel d'un conflit qui naît entre les représentants de la congrégation hassidique Belz et des riverains rassemblés sous la bannière du Comité de rue Jeanne-Mance et qui met un terme aux relations de voisinage qui existaient avant que le projet d'agrandissement ne soit déposé pour autorisation à la Ville de Montréal. Ce sont les pressions du Comité de rue pour formaliser les relations interpersonnelles qui avaient permis une gestion ad hoc des frictions quotidiennes entre les deux groupes qui signale le passage du mode d'accommodement des différences à celui de conflit formalisé au sujet du projet d'agrandissement. Les revendications du Comité de rue visent essentiellement l'administration municipale et les membres du Comité vont faire beaucoup d'efforts pour éviter que ce conflit de voisinage se transforme en controverse publique. C'est pourtant ce qui va arriver dans le cas que nous présentons à la section suivante à propos de l'aménagement d'une synagogue dans la municipalité voisine d'Outremont, comme nous le verrons.

## **5.2 La congrégation Amour pour Israël d'Outremont**

Notre deuxième étude de cas concerne la communauté hassidique Amour pour Israël (*Ahavath Israel*) établie dans le secteur est de la municipalité d'Outremont (Bas-Outremont) et qui regroupe environ 80 familles (voir carte 5.1). La communauté Amour pour Israël est affiliée à la dynastie Wiznitz, dont le fondateur est le descendant d'une des grandes familles de *Tzadikim* du mouvement hassidique en Ukraine (Gelber, 1958). Les membres d'Amour pour Israël sont pour la plupart des immigrants arrivés au Canada après la Deuxième Guerre mondiale et originaires de la Pologne, de la Hongrie et de la Roumanie. Contrairement à d'autres communautés hassidiques implantées dans le secteur, les Wiznitz ne possèdent pas leurs propres écoles et leurs enfants fréquentent les institutions d'autres groupes. La communauté Wiznitz est également très présente aux États-Unis et en Israël, et un de ses dirigeants est connu pour son implication dans un parti politique mineur ultraorthodoxe (*Agudas Yisrael*).

### **5.2.1 Présentation du dossier urbanistique (voir table 5.2)**

Comme plusieurs autres communautés juives hassidiques, la communauté Amour pour Israël a débuté en tant que groupe de prière se rassemblant lors du sabbat dans la résidence d'un des membres. Après avoir occupé tour à tour quelques locaux dans le quartier voisin du Mile-End, un groupe de fidèles de la tradition Wiznitz installe une salle de prière à Outremont au milieu des années 1960, au rez-de-chaussée d'un édifice modeste de l'avenue Champagneur. Au début des années 1970, une division s'effectue au sein de la communauté et le nouveau groupe s'installe dans un édifice résidentiel de la rue Hutchison. Le groupe d'origine, qui adopte le nom d'Amour pour Israël, déménage sa salle de prière sur l'avenue de l'Épée puis, en raison de difficultés financières, dans un local commercial de l'avenue Bernard.

En 1988, la communauté entame des démarches pour faire l'acquisition d'un terrain sur l'avenue Saint-Viateur afin d'y construire une synagogue. D'autres lieux de culte, dont une église presbytérienne chinoise et une autre salle de prière juive hassidique, occupaient déjà ce tronçon de l'avenue Saint-Viateur à l'est du parc Outremont. Le projet de synagogue avait été soumis une première fois à la Commission municipale d'urbanisme pour évaluation en janvier 1988, et avait été refusé. La deuxième version

du projet, modifiée pour répondre aux critiques concernant l'intégration architecturale du bâtiment, avait ensuite été recommandée pour approbation au conseil municipal. Celui-ci a toutefois refusé la demande de changement de zonage qui aurait permis la construction de la nouvelle synagogue. Fait à noter, le maire de l'époque est défait par ses propres conseillers (vote de 7 contre 3) sur ce vote. Le chef du parti de l'opposition à l'époque explique ce refus par leur opposition à l'utilisation du *spot zoning*<sup>13</sup> au profit d'intérêts particuliers (Desnoyers, 1988).

Suite à ce refus, un membre de la congrégation fait l'acquisition au début 1990 d'un immeuble résidentiel situé au 6010 de la rue Durocher, dont le rez-de-chaussée comporte un local où sont autorisées les activités commerciales. Le local, qui devait servir à l'aménagement d'une croissanterie cachet, a plutôt été converti en salle de prière. Toutefois, le droit acquis pour les activités commerciales est révoqué<sup>14</sup> et la salle de prière, en tant que lieu de fréquentation publique, se retrouve en situation d'irrégularité par rapport aux règlements de zonage. Ceux-ci prévoyaient en fait un nombre limité d'emplacements où les activités culturelles sont permises, et ces emplacements se situent pour la plupart sur les artères commerciales principales de la municipalité, soit les rues Laurier, Bernard et l'avenue Van Horne. La congrégation entame des démarches en mars 1992 pour régulariser la situation de la salle de prière et un dossier est déposé pour étude auprès de la Commission d'urbanisme d'Outremont. Il s'agit notamment d'un projet de transformation de l'édifice, dont la première version n'a toutefois pas été jugée conforme aux normes architecturales de la municipalité d'Outremont. Le projet est de nouveau soumis pour examen en avril 1992 et est retourné au requérant qui devra revenir à la Commission avec « des plans améliorés, retravaillés, des échantillons de matériaux, de couleurs, etc. » (Courtemanche, 1992 : 4).

---

<sup>13</sup> Le zonage parcellaire (*spot zoning*) morcelle le développement en réservant un territoire de dimensions très réduites (parfois même un seul terrain) à un usage non prévu par le règlement général, et ce, souvent au profit des utilisateurs particuliers. (Caron et al., 1995)

<sup>14</sup> L'autorisation d'utiliser le site à des fins commerciales dans ce cas était un droit acquis qui contrastait avec le zonage actuel de l'édifice. Toutefois, ce droit acquis est retiré si le local cesse pendant une période de six mois ou plus ses activités commerciales.

**Table 5.2 Résumé des principales étapes du développement du dossier urbanistique : Synagogue Amour pour Israël, Outremont.**

Date	Évènement
Janvier 1988	La congrégation Amour pour Israël dépose auprès de la ville d'Outremont un projet de construction de synagogue sur la rue Saint-Viateur (le projet est refusé par le comité d'urbanisme, sera re-soumis, puis accepté)
Mai 1988	Le conseil municipal refuse d'envisager un changement de zonage qui aurait permis à la congrégation Amour pour Israël de construire sa nouvelle synagogue sur la rue Saint-Viateur
Printemps 1990	La congrégation Amour pour Israël fait l'achat de l'immeuble situé au 6010 rue Durocher
Mars 1992	La congrégation Amour pour Israël soumet un projet de transformation de l'édifice situé au 6010 rue Durocher, qui comprend une demande de changement de zonage (le projet est refusé)
Avril 1997	Après des plaintes répétées auprès des autorités municipales, une résidente du 6010 Durocher entame des procédures judiciaires contre la congrégation Amour pour Israël
Septembre 1998	Une motion est déposée à l'assemblée du conseil municipal d'Outremont visant à modifier le zonage de l'immeuble du 6010 Durocher et d'y autoriser les activités de culte (la motion est retirée au cours de la même séance)
Mars 1999	La congrégation Amour pour Israël acquiert l'édifice situé au 1042 avenue Van Horne et obtient un permis d'occupation de la ville d'Outremont
Juin 1999	La congrégation Amour pour Israël quitte l'édifice situé au 6010 rue Durocher la veille du jugement dans la cause intentée par la résidente de l'immeuble
Novembre 1999	Céline Forget est élue comme conseillère municipale du district numéro 1 d'Outremont
Février 2000	Céline Forget intente une première poursuite en justice contre la municipalité d'Outremont parce que celle-ci n'aurait pas fait appliquer son propre règlement de zonage (la poursuite est rejetée par la Cour)
Mars 2000	La ville d'Outremont émet un permis de construction à la congrégation Amour pour Israël pour l'édifice situé au 1042 avenue Van Horne
Mai 2000	Céline Forget demande à la Cour supérieure du Québec d'intervenir pour déclarer nul et illégal le permis de construction émis par la ville d'Outremont à la congrégation Amour pour Israël pour le réaménagement de son édifice situé au 1041 avenue Van Horne (la Cour tranche en faveur de la municipalité)

Le bruit et l'activité générés par la salle de prière vont toutefois susciter des réactions de la part de certains résidants de l'immeuble et du voisinage. Une résidante de l'immeuble, après des plaintes répétées auprès de la Ville, intente en avril 1997 une poursuite en Cour supérieure du Québec contre la communauté Amour pour Israël afin de faire cesser les activités du lieu de culte. La municipalité d'Outremont, pour sa part, avait refusé de s'associer à la poursuite intentée par la citoyenne; elle s'était plutôt fixé jusqu'au mois de mai 1999 avant d'entreprendre des démarches légales pour forcer la relocalisation de la salle de prière là où le zonage permettait ce genre d'usage (Bédard, 1999).

Le 14 septembre 1998, lors de l'assemblée du conseil municipal d'Outremont, une motion est déposée proposant de modifier le zonage du site de l'immeuble appartenant à la congrégation sur la rue Durocher. Cette démarche vise à régulariser la situation de la salle de prière, en activité depuis environ 9 ans dans la semi-clandestinité, puisque les activités de culte n'étaient pas permises par le règlement de zonage à cet endroit. Face aux protestations de nombreux citoyens présents à l'assemblée, la motion est retirée et le projet de changement de zonage abandonné. Moins d'un an plus tard, en raison des pressions exercées par le biais de la poursuite judiciaire intentée par la résidante de l'immeuble, la congrégation Amour pour Israël accepte finalement de quitter l'immeuble.

Parallèlement aux développements dans ce dossier, la ville d'Outremont adopte le 11 janvier 1999 un nouveau règlement de zonage (règlement no. 1283) pour encadrer le développement de la partie nord de la municipalité. Assez curieusement, le nouveau règlement de zonage omet de désigner (comme le faisait l'ancien règlement de zonage) les endroits où peuvent être établis les lieux de culte; ceci fait en sorte qu'à partir de l'entrée en vigueur du règlement, aucun nouveau lieu de culte ne pourrait s'établir dans tout le secteur nord de la municipalité (Trudel, 1999). Afin de corriger la situation, le Conseil a dû réintroduire une disposition sur les lieux de culte par voie d'amendement, et profite de l'occasion pour resserrer la zone d'inclusion pour les lieux de culte dans le secteur nord de la municipalité. Ce resserrement du règlement de zonage vise, selon le conseiller municipal responsable du dossier à soutenir la revitalisation résidentielle du secteur en limitant l'établissement des commerces (et des éventuels lieux de culte) aux seuls bâtiments ayant façade et numéro civique sur l'artère commerciale Van Horne

(Lalonde, 1999). Peu après l'adoption de ce projet d'amendement au règlement de zonage, la congrégation hassidique acquiert un édifice situé au 1042 Van Horne afin de réaménager le bâtiment commercial/résidentiel en synagogue.

La congrégation demande donc et obtient de la municipalité en mars 1999 un permis d'occupation, première étape dans les démarches d'aménagement du site. En principe, étant donné que le permis avait été délivré avant l'entrée en vigueur du nouveau règlement de zonage (adopté par le conseil municipal en janvier 1999), la congrégation jouissait de droits acquis lui permettant d'utiliser le bâtiment à des fins culturelles. Le 20 mars 2000, le Service de construction et d'aménagement de la ville d'Outremont octroie un permis de construction à la congrégation Amour pour Israël pour l'agrandissement de ses installations au 1042 de la rue Van Horne et les travaux débutent quelques jours plus tard.

**Figure 5.2**    **Emplacement de la future synagogue Amour pour Israël, rue Van Horne, Outremont.**



**(Photo : E. Ste-Marie)**

L'émission du permis de construction ne met toutefois pas fin aux difficultés auxquelles fait face Amour pour Israël pour l'aménagement de sa nouvelle synagogue. En effet, la même résidente ayant intenté une poursuite contre la congrégation en 1999 (et depuis lors élue comme conseillère municipale) demande à la Ville d'annuler le permis; elle prétend dans un premier temps que la demande de permis pour la synagogue n'a pas été faite selon les règles puisque la demande était incomplète et que la congrégation n'était pas encore propriétaire de l'immeuble au moment du dépôt. Dans un deuxième temps, la requête de la résidente conteste la validité du permis parce qu'il autorise l'agrandissement de l'immeuble vers l'arrière sur un lot vacant zoné résidentiel. Face au refus de la municipalité d'annuler le permis, la résidente demande en mai 2000 à la Cour supérieure du Québec d'intervenir pour déclarer nul et illégal le permis de construction émis par la Ville. Elle intente aussi une poursuite contre la municipalité d'Outremont pour non-respect de son propre règlement de zonage afin de « promouvoir l'application des lois et des règlements de façon juste et équitable pour tous », un argument qui fait d'ailleurs partie de sa plate-forme électorale.

Suivant cette présentation des principales étapes du développement de ce dossier d'aménagement, nous allons évoquer rapidement les caractéristiques du milieu urbain qui sont susceptibles de contribuer à donner une forme particulière à cette controverse d'aménagement. Il s'agira, en particulier, de voir comment ce conflit à propos d'un projet d'aménagement cristallise les tensions pré-existantes entre les juifs hassidiques et certains autres groupes de population du point de vue du partage de l'espace urbain.

## **5.2.2 Éléments contextuels et milieu local**

### **5.2.2.1 Contexte historique**

C'est en 1875 que naît la municipalité du village d'Outremont, qui devient en 1915 la Cité d'Outremont. Lorsque au tournant du siècle la ville de Montréal commence à absorber les municipalités voisines plus petites, Outremont, massivement appuyée par ses citoyens, résiste. Montréal s'adresse même à deux reprises directement à la

législature de Québec afin de forcer l'annexion d'Outremont<sup>15</sup>. À compter des années 1830, Montréal s'industrialise et s'urbanise à un rythme accéléré. Désirant s'éloigner de l'agitation du centre-ville, la bourgeoisie (surtout anglophone au départ) se réfugie sur les flancs du mont Royal, où le village d'Outremont conserve longtemps son charme bucolique, ses terres en friche, ses vergers fleuris.

En 1941, la population atteint 30 000 âmes, dont une proportion toujours grandissante de Canadiens-français. C'est dorénavant « un signe de promotion sociale que de déménager de l'Est de Montréal vers Outremont, considérée comme le site résidentiel le plus chic de l'île » (Deslauriers, 1995). Dans les années 1970 et 1980, Outremont abrite une proportion importante de l'intelligentsia indépendantiste québécoise (Germain et Rose, 2000).

Aujourd'hui, si la réalité démographique ne correspond pas nécessairement avec l'image qu'elle projette, Outremont demeure perçue comme un bastion de la « bourgeoisie » canadienne-française. La municipalité compte bon nombre de membres des professions libérales, de gens d'affaires, d'intellectuels et d'artistes, et la présence de cette population confère à Outremont un caractère particulier, qui s'exprime notamment à travers une vie culturelle riche et la vigilance de nombreux citoyens quant au maintien de la qualité de vie dans leur municipalité.

### **5.2.2.2 Caractéristiques démographiques et urbaines**<sup>16</sup>

« Y'a, sur la montagne, Outremont, "ma chère"; près de Van Horne, ça c'est Outremont pas cher, et entre les deux, c'est Outremont cachère ! »  
(Résidente Mile-End, juin 2000)

Outremont comptait en 2001 une population de près de 23 000 personnes. Fait à noter, pour l'ensemble de la population de la municipalité, les ménages d'une seule personne sont les plus nombreux et représentent plus du tiers (36%) de tous les ménages. On y

<sup>15</sup> La municipalité opposera une résistance tout aussi farouche à la fusion avec Montréal imposée par le gouvernement provincial en 2002. Lors du mouvement de défusion en 2004, la municipalité demeurera toutefois au sein de la nouvelle Ville de Montréal.

<sup>16</sup> Les données présentées dans cette section sont tirées du *Profil de l'arrondissement Outremont* (janvier 2004) compilé par le Service du développement économique et urbain de la Ville de Montréal et du Recensement de la population de Statistique Canada, 2001. Voir aussi le tableau des caractéristiques socioéconomiques du quartier à l'étude à l'appendice 2.

retrouve une proportion à peu près égale de locataires et de propriétaires de logements. La population outremontaise présente un niveau de scolarisation très élevé : près de 63% des résidants âgés de 20 ans plus ont effectué des études universitaires (pour l'ensemble de la ville de Montréal, cette proportion est de 30%). Le revenu des individus et des ménages d'Outremont sont également supérieurs à ceux des Montréalais dans l'ensemble, reflétant leur niveau élevé de scolarité<sup>17</sup>.

Du point de vue des caractéristiques culturelles, la population d'Outremont est majoritairement francophone : 74% de ses résidants déclarent parler uniquement le français à la maison. Une minorité de résidants parlent l'anglais (10%), alors que les langues non officielles (en particulier le yiddish et le grec) sont parlées par 16% de la population. Outremont compte 22% d'immigrants, ce qui est inférieur à la moyenne pour l'ensemble de la ville de Montréal. Fait à noter, près du quart des immigrants d'Outremont sont nés en France. Du point de vue de l'appartenance religieuse, la population d'Outremont s'affirme dans 58% des cas d'appartenance religieuse catholique romaine. Les juifs représentent à l'échelle de la municipalité 15% de la population totale, alors qu'une proportion à peu près égale dit n'être rattachée à aucune religion. Ces pourcentages n'ont que légèrement évolué depuis 1991.

La section est de la municipalité, surnommé le Bas-Outremont, présente un profil démographique et urbain quelque peu différent de celui du reste de la ville. Il s'agit d'un des premiers secteurs d'Outremont à s'urbaniser, ayant connu une vague de développement importante entre 1900 et 1920. Son cadre bâti se compose surtout de triplex et contraste avec celui d'autres secteurs de la municipalité, où les résidences semi-détachées et unifamiliales des années 1930 et 1940 prévalent. On y retrouve donc une densité résidentielle plus élevée, et le revenu moyen y est plus faible que dans l'ensemble de la municipalité. Il est également intéressant de noter que, dans certains secteurs du Bas-Outremont, la population de religion juive représente plus de 30% de la population totale en 2001. Ceci n'est pas sans incidence sur la dynamique de cohabitation entre les groupes, comme nous le verrons.

---

<sup>17</sup> L'arrondissement d'Outremont est au cinquième rang des arrondissements montréalais pour les revenus des ménages les plus élevés.

### 5.2.2.3 Dynamiques territoriales

En contraste avec le quartier montréalais voisin du Mile-End, Outremont tend à mettre de l'avant une image plus axée sur un statut socio-économique moyen-supérieur que sur la diversité culturelle. Ses rues commerçantes, notamment Laurier et Bernard, comptent bon nombre de commerces offrant des produits de luxe et des restaurants et bistrots « bon chic, bon genre ». On n'assiste pas, comme dans le Mile-End, à une mise en scène de la diversité culturelle et à la promotion du cosmopolitisme comme image de marque. Dans le Bas-Outremont, la présence juive est toutefois plus marquée. Sur l'avenue Saint-Viateur, le marquage ethnique y est plus prononcé en raison de la présence de quelques commerces appartenant à la communauté juive hassidique. On y trouve notamment une épicerie-boulangerie, un traiteur caché, un magasin d'articles religieux, et un autre de vêtements pour enfants. On retrouve par ailleurs très peu de commerces ou de restaurants s'affichant comme ethniques, ce qui a pour effet de faire ressortir davantage la spécificité de ceux de la communauté juive. Le secteur du Bas-Outremont compte aussi bon nombre de lieux de culte, surtout le long de la rue Saint-Viateur. Certaines rues résidentielles, dont Hutchison, comptent aussi des synagogues juives hassidiques, mais essentiellement du côté de la ville de Montréal. Au coin de la rue Saint-Viateur se trouve aussi l'imposant édifice de la synagogue de la communauté hassidique Satmar<sup>18</sup>, dont la présence engendre un va-et-vient continu de membres de la congrégation, surtout des hommes.

En ce qui concerne les milieux résidentiels, outre quelques lieux de culte sur des rues résidentielles telles que Hutchison, la présence juive se fait sentir principalement par la visibilité de ses membres. La concentration résidentielle de cette population y est plus importante que dans les rues du Mile-End. Dans certains secteurs, les juifs comptent pour environs un tiers de la population totale, dont la grande majorité sont des juifs hassidiques. Le contraste avec d'autres secteurs d'Outremont où cette population est absente en est d'autant plus marqué. De la même manière que dans le Mile-End, les résidences juives hassidiques sont discrètement marquées par une *mezouza* et des ornements avec des inscriptions en caractères hébraïques. Fait à noter, nous avons

---

<sup>18</sup> On retrouve du côté est de la rue Hutchison, c'est-à-dire du côté de la ville de Montréal, deux synagogues hassidiques : celle, imposante, de la congrégation Satmar, et une autre salle de prière un peu plus haut sur la rue, qui venait d'ailleurs de recevoir la permission d'agrandir, au grand dam des riverains.

recueilli des commentaires similaires à ceux du Mile-End au sujet de l'état des institutions et résidences juives hassidiques eu égard à la propreté et au manque d'entretien.

### **5.2.3 Acteurs locaux et transactions sociales**

Cette section nous permettra de passer en revue la position des différents acteurs sociaux impliqués dans la controverse au sujet de l'aménagement de la synagogue Amour pour Israël.

Comme c'était le cas pour la synagogue de la congrégation Belz, les acteurs sociaux impliqués dans cette controverse d'aménagement sont les représentants de la municipalité (principalement les élus), les représentants de la congrégation Amour pour Israël, et les riverains opposés à la présence de la synagogue. La différence principale avec l'étude de cas des Belz est qu'il n'y a peu ou pas de contacts entre les membres de la congrégation Amour pour Israël et les opposants au projet. Il n'y a pas non plus d'historique de contacts entre les parties. Tout se joue donc autour des élus municipaux, qui se trouvent coincés entre les demandes des uns (qui exigent la l'application stricte du règlement de zonage et qui bloquent les projets d'aménagement de la congrégation) et des autres (qui demandent la légitimation de leur lieu de culte). Le rôle des fonctionnaires municipaux se limite dans ce cas à fournir une expertise technique afin de faciliter la prise de décision des élus du point de vue de l'urbanisme. Mais il faut dire qu'il n'y a pas à Outremont de service municipal voué aux relations interethniques, bien que le conseil municipal ait tenté à quelques reprises, toujours sans succès, de relancer les activités d'un comité sur les relations intercommunautaires.

Fait à noter, les médias ont ici un rôle beaucoup plus important à jouer que dans notre étude de cas du Mile-End. En effet, les tensions entre les juifs hassidiques et leurs voisins ont d'ailleurs été commentées *ad nauseam* dans les médias locaux, qui ont été littéralement inondés de lettres ouvertes sur le sujet. On accusera même *'Express d'Outremont* d'avoir mis le feu aux poudres en publiant certaines lettres à caractère incendiaire dans sa tribune libre. Les grands quotidiens de la province et même le *Globe and Mail* se sont aussi intéressés à l'affaire, mais plutôt pour accuser Outremont

de faire « le procès de sa minorité<sup>19</sup> » et pour permettre aux représentants de la communauté juive organisée (dont B'nai Brith et le Congrès juif canadien) de défendre la cause des juifs hassidiques au nom des droits et libertés de l'Homme. Comme se défend l'éditeur de *l'Express d'Outremont*, cette tempête médiatique au sujet des tensions entre les juifs hassidiques et leurs voisins à Outremont a néanmoins eu pour effet de « crever l'abcès » et de permettre à certaines frustrations de s'exprimer ouvertement.

Ce qui caractérise le jeu transactionnel autour de l'aménagement de la synagogue d'Amour pour Israël, c'est la polarisation des interactions entre deux groupes, soit la congrégation Amour pour Israël et les opposants au projet, dont principalement une résidente de l'immeuble de la rue Durocher. C'est l'implication personnelle de cette personne, agissant au nom de convictions personnelles (bien qu'elle soit soutenue activement par une cinquantaine d'autres citoyens), qui vient en effet remettre en question le mode d'accommodement informel et discret des demandes de la communauté juive qu'appliquait la municipalité depuis plusieurs années. Cette situation contraste avec le jeu transactionnel multilatéral qui caractérise le cas du Mile-End, et qui a permis de nuancer quelque peu les positions. La cause sera de plus récupérée à des fins politiques par l'opposition au parti au pouvoir à l'Hôtel de ville, ce qui aura pour effet d'intensifier l'incohérence des actions du conseil municipal. Enfin, d'autres groupes externes à l'affaire viendront s'en mêler ponctuellement, dont des organismes de défense des droits de la communauté juive et le Mouvement laïque québécois, ce qui contribue à brouiller davantage les cartes.

Par ailleurs, contrairement à ce qui se passe dans le Mile-End où les intérêts des uns et des autres entrent en contradiction, les revendications des opposants dans le Bas-Outremont, particulièrement à partir du moment où la congrégation emménage sur l'avenue Van Horne, ne portent pas sur un préjudice direct; il s'agit plutôt d'une application particulière d'une démarche globale visant à faire appliquer la réglementation municipale à la lettre, quitte à ce que cela s'effectue au détriment de la communauté juive. Le cas de l'aménagement de la synagogue sur l'avenue Van Horne devient ainsi le symbole de la résistance des résidents d'Outremont aux privilèges que certains leur

---

<sup>19</sup> Nous reprenons ici le titre d'un éditorial de Lysiane Gagnon publié dans *La Presse* du 24 septembre 1988.

voient attribués par la municipalité. La réalisation ou non du projet dans ce cas particulier ne change donc rien à l'enjeu plus large concernant les présumés privilèges accordés à la communauté juive.

#### **5.2.3.1 Les représentants de la municipalité d'Outremont**

Nous avons vu que la congrégation Amour pour Israël cherche depuis la fin des années 1980 un local permanent. Avant que ne soit approuvé son projet sur l'avenue Van Horne, toutes les tentatives pour légitimer sa présence, soit en obtenant un changement de zonage ou en aménagement de nouveaux locaux, ont échoué. Tout au long de ces démarches, les leaders de la congrégation entretiennent des rapports fréquents avec les élus municipaux, de même que des contacts ponctuels avec ceux de la Commission d'urbanisme et du Service d'urbanisme de la municipalité. Trois maires se sont succédés à la tête du conseil municipal au cours de cette période, et ont tous été impliqués plus ou moins directement dans ce dossier. La petite taille de la municipalité (par rapport à la taille de l'appareil municipal de sa voisine, Montréal) ainsi que les rapports plus directs entre les élus et la population ne sont sans doute pas étrangers à cette situation. Il faut dire que l'importance numérique de la population juive hassidique est suffisante pour que ses demandes soient prises au sérieux par le parti politique au pouvoir à l'Hôtel de ville.

Par ailleurs, Outremont ne dispose pas de ressources humaines comparables à celles du service de l'urbanisme professionnel de la ville de Montréal. Sa commission d'urbanisme se compose de membres à temps partiel et qui ne sont pas nécessairement tous des spécialistes des questions d'aménagement urbain. Aussi les dossiers d'aménagement plus complexes, impliquant des considérations sociales et/ou culturelles significatives, sont-ils donc souvent suivis de près par les élus municipaux et le maire lui-même. Ces dossiers tendent donc à être plus ouvertement politiques que ce n'est le cas à Montréal, les membres du conseil municipal participant plus directement aux décisions prises en matière d'aménagement. De manière générale, l'aménagement de synagogues hassidiques est une question que la municipalité associe le plus souvent avec celle des droits et libertés de la personne. Les politiciens y sont sensibles, et les maires successifs ont eu tendance à appuyer les demandes mises de l'avant par les communautés juives hassidiques.

En 1988, on se souviendra que le maire de l'époque (en poste de 1983 à 1991) s'était prononcé en faveur du changement de zonage qui aurait permis la construction d'une nouvelle synagogue pour la congrégation sur la rue Saint-Viateur. Pour lui, cette question renvoyait à la dynamique de cohabitation entre majoritaires et minoritaires dans la ville, qui s'appuie sur la « largesse d'esprit et de cœur des Outremontais ». Le maire explique encore que « Outremont a toujours été une société éclairée, avec une forte proportion d'intellectuels et de leaders, et il faut que la Ville montre qu'elle peut accepter la présence de représentants de cultures différentes » (Desnoyers, 1988a). Celui-ci avait toutefois perdu le contrôle de son parti et avait été défait par ses propres conseillers lors du vote au sujet du changement de zonage proposé pour les deux synagogues de la rue Saint-Viateur. Notons aussi qu'en plus de celle mise de l'avant par la congrégation Amour pour Israël, la proposition refusée par le Conseil visait en fait deux autres demandes de changement de zonage dont une visait une autre synagogue déjà établie sur la rue Saint-Viateur. Celle-ci fonctionnait en fait sous couverture d'une salle de lecture et avait dû s'adresser à la Cour supérieure du Québec à la fin des années 1970 afin de faire renverser la décision de la Ville de lui refuser la permission de construire un lieu de culte à cet endroit. À ce sujet, le chef de l'opposition déclarait aux médias qu'il s'attendait à ce que la Ville prenne les moyens nécessaires pour que cette synagogue cesse ces activités (Desnoyers, 1988).

Il faut dire que, depuis quelque temps, la question des lieux de culte « illégaux », c'est-à-dire installés dans des secteurs où le zonage ne permet pas les activités de culte, soulève de plus en plus l'ire de certains citoyens. Ceux-ci surveillent donc activement le quartier pour toute nouvelle activité suspecte. Par exemple, en première page de l'hebdomadaire local *La Semaine d'Outremont* du mardi 20 septembre 1988, sous le titre « Pseudo synagogue rue Saint-Viateur ? », on relate les questions adressées au conseil municipal lors de la dernière assemblée du conseil concernant une présumée synagogue sur la rue Saint-Viateur : « [...] il a entre autres été question des supposés travaux de rénovation que l'on effectue présentement au 1158 Saint-Viateur. De nombreux citoyens présents ont posé des questions à savoir si l'on n'était pas plutôt en train de transformer cette maison en synagogue ? ».

Le maire suivant, en poste de 1991 à 1995, hérite du dossier alors que la congrégation Amour pour Israël entame des démarches en 1992 pour obtenir un changement de

zonage qui légitimerait sa présence au rez-de-chaussée d'un édifice résidentiel dont elle est propriétaire sur la rue Durocher. Sydney Pfeiffer, conseiller municipal du district no. 2 d'Outremont et membre respecté de la communauté juive orthodoxe, appuie la demande de la communauté hassidique. Pour lui, cette demande s'appuie sur un argument très pragmatique : « Tout le monde sait ce qui se passe. Cette synagogue est là. Ce qu'ils [la congrégation Amour pour Israël] désirent faire, c'est régulariser la situation » (cité dans *La Presse*, 30 mars 1992, p. A3). Le maire aurait été quant à lui prêt à soumettre au conseil municipal un règlement limité qui ne modifierait que le zonage de l'immeuble ou du lot (*spot zoning*). Malgré l'engagement renouvelé du maire à régulariser la situation en 1995, rien ne sera fait avant le changement de parti au pouvoir à l'Hôtel de ville plus tard cette même année.

Le nouveau maire, au pouvoir de 1995 à 2001, tente de nouveau à l'automne 1998 de faire adopter un changement de zonage pour l'édifice du 6010 Durocher où se situe la synagogue. C'est le conseiller municipal Sydney Pfeiffer qui présente l'avis de motion lors de l'assemblée du conseil municipal du 14 septembre 1998. Cette démarche aurait permis de légaliser la présence de la synagogue à cet endroit après 9 ans d'opération plus ou moins clandestine. Mais les protestations renouvelées des citoyens présents à l'assemblée auront pour effet de forcer l'administration municipale à reporter le vote sur cette question. Le maire expliquera plus tard que la proposition du conseiller visait essentiellement à susciter le débat et à enclencher un processus de consultation qui aboutirait vraisemblablement sur le refus massif du projet de la part des résidents du secteur. Cette mesure permettrait alors à la Ville de fermer le dossier et fournirait les arguments politiques pour forcer la congrégation à relocaliser la synagogue ailleurs.

Cette démarche donne à penser que la municipalité cherche à éviter de se positionner dans ce dossier; plusieurs citoyens et les médias locaux ont d'ailleurs déjà dénoncé « la lenteur voire le laxisme, des trois dernières administrations municipales d'Outremont dans ce dossier » (Bédard, 1998). En réponse à des plaintes répétées concernant la synagogue située au rez-de-chaussée de son immeuble, la municipalité a même encouragé la résidente à entreprendre une poursuite légale à son propre compte contre

la congrégation Amour pour Israël<sup>20</sup>. Sous la pression continue d'un groupe de citoyens et de l'opposition politique, la Ville tente par la suite de récupérer la poursuite à son compte et de s'entendre avec la résidante pour entreprendre des démarches conjointes. Celle-ci exige toutefois que la Ville rembourse l'ensemble de ses frais légaux depuis le début de l'affaire, et le refus de la municipalité d'acquiescer à cette exigence signifie la fin des pourparlers entre les deux parties.

Dès le printemps 1999, les représentants de l'Hôtel de ville, dont le maire, tiennent un discours « dur » afin de rassurer la population s'opposant au projet : « Les membres de la congrégation sont adéquatement informés de la situation. Ils ont eu suffisamment de temps pour réagir, ils doivent maintenant se conformer [au règlement de zonage]. » Mais si celle-ci ne se conformait pas, « on va procéder, mais pas sans avoir tout tenté de gré à gré. La façon dont on s'y prend est secondaire, l'important c'est que le règlement soit appliqué », déclare le maire en clôturant l'assemblée du conseil de mai 1999 (cité dans Lalonde, 1999a). Il faut dire que le maire avait déjà rencontré les représentants de la communauté Amour pour Israël à plusieurs reprises au cours de l'automne 1998 afin de tenter de les convaincre de relocaliser la synagogue. Face au refus de la petite communauté hassidique de déménager la synagogue, la Ville avoue qu'elle désire attendre le verdict de la Cour, prévu pour juin 1999, avant d'entreprendre des démarches en ce sens.

En somme, les élus d'Outremont, dont le maire lui-même, reconnaissent que la question de l'aménagement des lieux de culte à Outremont est sensible. La Ville a toujours privilégié la voie politique plutôt que judiciaire dans le traitement des dossiers de lieux de culte, dont en particulier ceux de la communauté juive hassidique. Comme l'explique le maire à la presse locale, il est délicat d'intervenir pour déloger la congrégation Amour pour Israël de son emplacement sur la rue Durocher dans la mesure où la dérogation existe depuis plus de 9 ans. Pour lui, la seule manière de régler la question passe par un débat public qui permettrait « de respecter les positions de toutes les personnes concernées » (le maire d'Outremont, cité dans Bédard, 1998). La position de la Ville dans ce dossier s'appuie sur des considérations relatives à la cohabitation harmonieuse des différents groupes de population sur son territoire. Aussi, les mesures prises par le

---

<sup>20</sup> Les avocats mandatés par la Ville ont répondu à la résidante que « la Ville n'avait aucune obligation légale de faire respecter sa réglementation, et que Mme [X.] pouvait, si elle le

Conseil de ville pour faciliter la relocalisation de la synagogue sur l'avenue Van Horne traduisent-elles « une volonté d'être accommodante à l'intention des membres de la Congrégation et non leur transmettre un message d'intolérance et tenter de limiter nécessairement leur accès au culte » (Forget c. Outremont, 2000). Dans son jugement, la Cour reconnaît la validité de cet accommodement en soulignant que « [...] les élus au Conseil de la Ville d'Outremont, la défenderesse, n'ont pas exercé leur discrétion de façon arbitraire. Ils ont tenu compte de considérations religieuses et sociales qui prévalaient dans le quartier visé. Il ne pouvait s'agir que de motifs raisonnables et corrects. » (ibid.) Pourtant, s'il exprime sa satisfaction quant au jugement devant les médias, le maire insiste plutôt sur la reconnaissance de la Cour que « [...] la Ville a respecté la procédure à la lettre. Le jugement vient démontrer que la Congrégation était tout à fait dans son droit quant elle a obtenu son permis pour la synagogue. » (Leduc, 2001).

#### **5.2.3.2 La congrégation Amour pour Israël**

La petite communauté religieuse Amour pour Israël entretient des relations cordiales avec l'Hôtel de ville d'Outremont pendant plusieurs années. La communauté est installée à Outremont de longue date, et les difficultés dans ses négociations avec la Ville ne débutent qu'à partir du moment où elle entreprend des démarches pour faire construire une synagogue. C'est que, comme l'explique un représentant de la congrégation, pendant quelques décennies, la communauté religieuse est petite et ne possède pas les ressources financières pour établir une synagogue permanente. Le groupe de prière occupe donc une série de locaux temporaires tout d'abord dans le quartier voisin du Mile-End puis à différents endroits dans le Bas-Outremont.

Leurs rapports avec les représentants de la municipalité d'Outremont vont évoluer au fur et à mesure que le dossier d'aménagement de la synagogue se développe. Dans un premier temps, lors des démarches avortées pour construire une nouvelle synagogue sur Saint-Viateur en 1988, la position mise de l'avant par la congrégation est à la fois conciliante et pragmatique. En effet, lorsque le conseil municipal refuse le changement de zonage qui aurait permis la réalisation du projet, les représentants de la congrégation se disent surpris et déçus; déçus, parce qu'il semble que les représentants de

---

désirait, entreprendre une action devant les tribunaux.» (voir Bédard, 1998).

l'administration municipale leur aient toujours assuré que le projet de changement de zonage était recevable. Interrogés par les médias en juin 1988, les représentants de la communauté se refusent à y voir une indication de racisme ou de discrimination. Toutefois, comme le souligne le promoteur du projet pour la congrégation Amour pour Israël, la ville d'Outremont avait adopté son plan de zonage en 1969, faisant de la rue Saint-Viateur une zone résidentielle d'où sont exclus les édifices à vocation culturelle. Or il n'y avait à l'époque selon notre interlocuteur que quelques centaines de résidents d'origine juive, alors qu'en 1988, ceux-ci représentaient environ 10% de la population d'Outremont. Le nombre de synagogues officielles (quatre) n'a toutefois pas évolué depuis ce temps, ce qui donne à penser que la communauté juive est mal desservie du point de vue des équipements culturels. L'aménagement de la synagogue relève donc pour eux de l'équité dans l'accès aux espaces culturels de la municipalité entre les différents groupes ethnoreligieux. Par ailleurs, à l'argument de la municipalité que les lieux de culte ne sont pas permis en zone résidentielle, les représentants de la congrégation répondent que les lieux de culte chrétiens se sont toujours localisés en milieu résidentiel. Ils considèrent aussi que la localisation d'une synagogue sur une artère commerciale comme le prévoit le plan de zonage n'est pas idéale : « il y aurait une contradiction entre le mode de vie qu'on enseigne à nos enfants et ce qu'ils verraient, à la sortie de la synagogue, sur la rue, sur les terrasses, dans les restaurants et dans les bars » (cité dans Desnoyers, 1988a). C'est pourquoi l'emplacement de la rue Saint-Viateur, situé à la limite de la zone résidentielle, leur paraît idéal. Ceux-ci ont d'ailleurs rappelé que la congrégation était à Outremont depuis plusieurs années, et qu'il n'était pas leur intention de quitter la ville. Ce pragmatisme est exprimé ainsi par un autre membre de la communauté : « [...] le refus de la ville de nous permettre de construire une synagogue sur Saint-Viateur ne va pas nous empêcher de grandir, de rester ici et d'avoir une synagogue » (ibid.).

La position de la congrégation quant à l'occupation du rez-de-chaussée de l'immeuble de la rue Durocher se durcit suivant la poursuite judiciaire entamée en avril 1997 par une résidente de l'immeuble. Engagée dans un bras-de-fer juridique avec cette dernière, un représentant de la congrégation estime que « [...] la congrégation n'avait pas d'autre alternative que de se défendre devant la poursuite dont elle faisait l'objet » (voir Colbert, 1999). La congrégation doit aussi faire face aux pressions exercées par la municipalité qui cherche à la convaincre de se relocaliser dans un milieu non résidentiel.

Amour pour Israël cède enfin quelques jours avant la date prévue pour le jugement du dossier en Cour supérieure et s'entend avec la plaignante pour quitter les locaux du 6010 Durocher. Ce changement de stratégie n'est pas sans lien avec l'arrivée d'un nouveau rabbin au sein de la communauté, qui cherchera d'ailleurs à refaire l'image de la congrégation par le biais des médias locaux. Par exemple, un article paru dans *Le Point d'Outremont* en septembre 1999, peu après le déménagement de la congrégation sur l'avenue Van Horne, a pour titre une citation du rabbin « Vivre en paix avec nos voisins ». L'article fait l'éloge du nouveau projet de synagogue et présente quelques reproductions des plans pour le nouvel édifice. Le nouveau rabbin explique que, lorsqu'il s'est joint à la congrégation Amour pour Israël, il aurait fait « le bilan des nombreuses procédures juridiques, des coûts que ça engendrait et a décidé qu'assez, c'était assez ». Le rabbin conclut en exprimant que « Nous sommes très heureux que le dossier soit clos et espérons pouvoir vivre tranquilles, en harmonie avec nos voisins » (cité dans Colbert, 1999). Au printemps 2000, les administrateurs de la congrégation hassidique se sont même prêtés au jeu des caméras des journalistes et cette photo illustre un autre article intitulé « On veut tourner la page » dans lequel les représentants de la congrégation tentent de faire le point sur la situation. Enfin, les représentants de la communauté affirment que le projet de synagogue sur l'avenue Van Horne sera beaucoup plus imposant et réussi que ce qui aurait été possible sur la rue Durocher. « La nouvelle synagogue, c'est un beau projet. La Ville va être fière », affirme un membre du conseil d'administration de la congrégation (Boulanger, 2000a). Précisons que le maire d'Outremont aurait prêté main forte à Amour pour Israël dans ses recherches pour un nouvel emplacement pour la synagogue (Arnold, 2001).

En général, les représentants de la congrégation estiment néanmoins avoir été traités correctement et justement par la Ville, tant par les élus que les employés; ils croient également que leurs relations avec leurs voisins non juifs n'ont pas trop été perturbées par l'affaire (voir Boulanger, 2000a). C'est plutôt sur l'acharnement de la résidente devenue depuis conseillère municipale du district où se situe la synagogue, que la congrégation rejette la faute dans toute cette histoire. Les interventions de la conseillère ont poussé les membres de la congrégation à porter plainte auprès de la Ligue des droits de la personne de B'nai Brith, un organisme de la communauté juive organisée montréalaise, fait rarissime pour une communauté religieuse habituellement repliée sur elle-même, au dire du représentant de l'organisme : « [...] for the first time in the 18-

year history of the Audit [of Antisemitic Incidents]<sup>21</sup>, the Hasidic [sic] community of Outremont lodged a complaint with B'Nai Brith. Their grievance concerned Outremont city councillor [X.], who evicted them from a building she owned (sic) where they had established a small ground-floor synagogue. » (S. Slimovitch, cité dans Preville, 2000). Les choses continuent de se gâter même après la relocalisation de la synagogue, comme nous l'avons vu, et les relations entre la conseillère et les membres de la communauté hassidique d'Outremont vont frôler la violence physique. Des accusations menant à des poursuites judiciaires sont portées contre l'un et l'autre : les membres de la congrégation Amour pour Israël se disent harcelés par la conseillère et ses complices, qui de leur côté portent plainte auprès de la police pour la moindre infraction au règlement ou à la loi (bruit, pollution, stationnement, etc.). Pour sa part, la conseillère s'est plaint de harcèlement téléphonique et de menaces, de même que d'actes de vandalisme contre sa propriété; ce climat d'insécurité l'a incitée à chercher le secours du service de la protection civile d'Outremont qui l'escortent matin et soir vers son domicile pendant plusieurs semaines.

Quoi qu'il en soit, la petite congrégation Amour pour Israël, au fil de ses démarches pour établir un lieu de culte permanent, a dû sortir de l'ombre et affirmer sa présence plus ouvertement auprès de la Ville et faire affaire avec les médias. Par exemple, des membres de la congrégation se présentent à quelques assemblées du conseil municipal afin de faire valoir leur point de vue, et participent à des rencontres privées avec des citoyens et des élus municipaux. Ce type d'interaction avec la communauté extérieure est relativement rare pour les communautés juives hassidiques, qui évitent habituellement les contacts avec des organismes à l'extérieur de leur propre communauté. Ils ont aussi forgé des alliances temporaires avec des organismes juifs organisés tels que B'nai Brith et le Congrès juif canadien, qui sont intervenus pour mettre en garde les citoyens d'Outremont, dont la conseillère qui mène l'opposition au projet de synagogue, et les représentants de la ville d'Outremont contre toute forme d'antisémitisme et de discrimination. Ce sont enfin les interventions d'un groupe de citoyens s'opposant à la présence de la synagogue au rez-de-chaussée du 6010 Durocher qui finiront par avoir raison de la volonté de la congrégation de continuer à occuper illégalement ces locaux.

---

<sup>21</sup> Cet organisme effectue annuellement une revue des incidents à caractère antisémite.

### **5.2.3.3 La conseillère municipale du district no. 1 d'Outremont**

Une personne en particulier s'est démarquée par son implication active dans ce dossier : la résidente du 6010 Durocher devenue conseillère municipale. Après des années de plaintes répétées auprès des autorités municipales au sujet des nuisances engendrées par les activités de la synagogue au rez-de-chaussée de l'immeuble, cette dernière décide en 1997 d'entamer une poursuite judiciaire pour faire cesser les activités de la synagogue. Bien que la Congrégation ait finalement accepté de quitter les lieux avant la date fixée pour le procès, un jugement a été prononcé en Cour supérieure du Québec le 14 juin 1999 ordonnant à la Congrégation Amour pour Israël de cesser l'usage non résidentiel de l'immeuble de la rue Durocher<sup>22</sup>. Peu après le déménagement de la congrégation dans un autre édifice situé sur la rue Van Horne, la résidente de l'immeuble remporte les élections municipales de novembre 1999 et devient la conseillère municipale indépendante du district no.1 d'Outremont. Son élection suscite d'ailleurs des inquiétudes au sein de la communauté juive organisée; la Ligue des droits de la personne de B'nai Brith a même émis un communiqué de presse exhortant « [...] Madame [X.] à user de ses nouvelles responsabilités afin de promouvoir le rapprochement entre les groupes »<sup>23</sup>.

À titre de conseillère municipale, cette personne continue de faire pression sur le parti au pouvoir à l'Hôtel de ville au sujet des questions de zonage et des lieux de culte, et utilise de nouveau des mesures légales pour obtenir les résultats désirés. En janvier 2000, la conseillère entame une poursuite judiciaire contre la municipalité d'Outremont pour la somme de 49 455\$. La poursuite sera toutefois rejetée par la Cour le 23 février 2000 en raison d'une technicalité<sup>24</sup>. En mars 2000, la conseillère municipale demande ensuite à la Cour d'intervenir pour déclarer nul et illégal le permis de construction émis par la Ville à la congrégation Amour pour Israël et la démolition des travaux effectués à l'édifice situé sur l'avenue Van Horne. Elle intente parallèlement une seconde poursuite contre la municipalité d'Outremont, cette fois à titre de conseillère municipale et non pas

<sup>22</sup> Requête pour ordonnance en vertu de l'article 227 et suivants de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme contre la Congrégation Amour pour Israël Inc., 21 avril 1997.

<sup>23</sup> Voir leur communiqué de presse à l'adresse suivante : <http://www.bnaibrith.ca/press2/c-991108.html>

<sup>24</sup> *Forget c. Outremont (Ville)*, C.S. Montréal 500-17-007183-992, 23 février 2000, Juge Courteau. Sa demande est rejetée car la plaignante avait dépassé le délai de prescription de six mois pour porter plainte.

en tant que simple citoyenne. La conseillère municipale justifie son action en justice par sa motivation à «promouvoir l'application des lois et des règlements de façon juste et équitable pour tous », un argument qui fait d'ailleurs partie de sa plate-forme électorale. (Une autre de ses priorités était de « promouvoir des règlements de zonage qui maintiendront le caractère d'Outremont »<sup>25</sup>).

La Cour supérieure du Québec tranche en faveur de la Ville d'Outremont<sup>26</sup>. Dans sa décision, le juge note que l'implantation d'une synagogue ne causera aucun préjudice à la plaignante et qu'il n'existe aucune preuve au dossier que la synagogue déprécierait de façon objective la valeur des propriétés voisines. La conseillère déclare néanmoins avoir atteint ses objectifs visant à permettre le respect du règlement de zonage et déclare qu'elle ne portera pas la décision en appel. « J'espère que le maire et les conseillers de la Ville d'Outremont auront compris le message et qu'ils ne laisseront pas aux citoyens l'énorme fardeau de faire appliquer eux-mêmes la réglementation municipale, à leurs propres frais, pour la simple raison qu'ils n'osent pas prendre leurs responsabilités administratives et politiques » (citée dans Langlais, 2000).

Les jugements rendus en Cour supérieure sont toutefois loin de clore le débat et les revendications de la conseillère vis-à-vis ce qu'elle considère comme le traitement privilégié accordé à la communauté juive hassidique par la municipalité d'Outremont<sup>27</sup>. Pour elle, la manière dont la Ville accorde des privilèges et passe-droits à la communauté juive orthodoxe engendre la création de deux catégories inégales de citoyens : par exemple, alors que les non juifs doivent se soumettre au règlement municipal sur le stationnement, la Ville accorde une tolérance aux juifs orthodoxes sur certaines rues, ce qui fait en sorte qu'ils ne reçoivent pas de contravention en cas de stationnement fautif<sup>28</sup>. Il existerait aussi un règlement municipal à Outremont autorisant l'érection de « cabanes » lors de la fête annuelle de Sukkoth à l'automne, alors que les

<sup>25</sup> Voir le site web de la conseillère pour plus de détails : [www.celineforget.com](http://www.celineforget.com)

<sup>26</sup> *Forget c. Outremont (Ville)*, Montréal, 500-05-057436-006, 4 mai 2001, Juge Crêteau.

<sup>27</sup> Cette personne sera impliquée dans plusieurs dossiers ayant trait à la communauté juive hassidique, dont la question du stationnement durant les heures de prière, le rétablissement des activités de culte sur l'avenue Van Horne, la controverse au sujet de l'érouv, l'aménagement d'autres synagogues hassidiques sur le territoire de la ville de Montréal, ainsi que la question du transport nolisé par autobus pour la communauté hassidique.

<sup>28</sup> Abolie suite à cette controverse, la tolérance pour le stationnement s'appliquait en fait à tous les établissements religieux, dont les églises chrétiennes et les synagogues. Cette tolérance visait simplement à faciliter la vie des fidèles lors des offices et des fêtes religieuses.

autres citoyens sont soumis à un contrôle relativement serré concernant l'apparence extérieur et l'entretien de leur propriété. Elle est soutenue dans cette démarche de manière plus ou moins discrète par l'Association des citoyens d'Outremont, dont elle a fait partie de l'exécutif avant son élection à titre de conseillère municipale.

\*\*\*

La controverse au sujet de l'aménagement de la synagogue de la congrégation hassidique Amour pour Israël se développe donc de manière différente de ce que nous avons constaté dans le cas du Mile-End. À Outremont, ce conflit se nourrit de tensions pré-existantes au sein de la population qui vont finalement dominer les négociations au sujet de l'aménagement de ce lieu de culte. Suite à l'intervention des médias, la controverse devient publique et se transforme en débat au sujet des rapports majoritaires-minoritaires dans la municipalité. Nous avons présenté pour chacun de ces cas les principaux acteurs sociaux impliqués dans ces dossiers d'aménagement ainsi que les éléments contextuels qui nous permettront, à la prochaine section, de dégager les principaux enjeux liés à ces controverses d'aménagement.

### **5.3 Représentations, enjeux et perspectives**

Les deux dossiers d'aménagement que nous venons de présenter sont similaires à plusieurs points de vue : ils impliquent tous deux une communauté hassidique installée depuis longtemps dans le quartier et des résidents locaux qui contestent l'aménagement (ou l'agrandissement) d'un lieu de culte appartenant à cette communauté. Les griefs exprimés par les riverains sont également similaires : la présence de ces lieux de culte dans des environnements exclusivement résidentiels entraînerait des « nuisances » telles que l'augmentation de la circulation automobile, des problèmes de stationnement, du bruit (chants, systèmes de ventilation), etc. Ces synagogues, qui servent à la fois pour la prière, les études religieuses, la célébration de fêtes religieuses et d'autres activités communautaires, sont fréquentées intensivement lors du sabbat (bien que généralement moins en semaine). Outre les inconvénients résultant directement de la présence de ces lieux de culte, plusieurs personnes craignent que cette présence puisse avoir un effet négatif sur la valeur de leur propriété de même que sur la qualité de

vie dans le secteur. Néanmoins, ces dossiers ont évolué de manière fort différente de part et d'autre de l'avenue du Parc. Ces différences résultent de l'effet combiné de mécanismes structuraux (réglementation municipale et structure de pouvoir au sein de la municipalité) et des interactions entre les acteurs sociaux impliqués dans les cas à l'étude. La section qui suit aborde les principaux enjeux (économiques/urbains, de cohabitation et symboliques) qui se situent au cœur de ces controverses d'aménagement et les représentations qui les sous-tendent.

### **5.3.1 Enjeux urbains : Le jeu du marché et du nombre**

Les observations que nous avons faites dans les sections précédentes nous amènent à constater que les communautés hassidiques et d'autres groupes, dont les gentrificateurs représentent peut-être l'autre extrême, ont des perceptions et des représentations fort différentes de leur espace de vie commun. En premier lieu, du côté des juifs hassidiques, la distinction entre Mile-End et Bas-Outremont n'existe pour ainsi dire pas; les résidents de ces secteurs sont conscients de relever de l'une ou l'autre administration municipale (Montréal ou Outremont), mais il ne semble pas que ces secteurs représentent pour eux des quartiers distincts. En contraste, particulièrement du côté du Mile-End, le sens d'identité locale est beaucoup plus développé; les gens réfèrent au quartier par son nom, et celui-ci possède d'ailleurs une certaine culture locale célébrée par les artistes et écrivains qui y vivent. Du côté du Bas-Outremont, particulièrement sur la rue frontalière Hutchison, on tend à s'identifier soit avec Outremont, le plus souvent en tant que quartier francophone aisée, ou avec le Mile-End, de l'autre côté de l'avenue du Parc.

Ces perceptions contrastées sont liées à la manière dont les groupes investissent l'espace urbain. Pour d'autres catégories de résidents d'Outremont, dont certains gentrificateurs, on apprécie la tranquillité et la qualité de vie du milieu résidentiel, de même que le sentiment « d'entre soi » associé à l'idée de vivre dans une ville que l'on conçoit a priori comme francophone. Même si l'on reconnaît la diversité des origines culturelles, le facteur linguistique agit comme un référent commun : « Le critère commun, c'est que il n'y a pas d'unilingues anglophones; ce sont tous des parlants francophones, de près ou de loin; il y a des fois c'est de loin. S'il y a des anglophones c'est des anglophones qui acceptent d'utiliser le français comme langue d'échanges, de

communication. Un milieu francophone. » (Entretien, juin 2000). C'est oublier que les francophones étaient eux-mêmes minoritaires dans une municipalité où les anglophones ont longtemps constitué le groupe majoritaire : en 1880, 80% des résidents d'Outremont sont anglophones; il faut attendre 1925 avant que ne soit élu le premier conseil municipal à majorité canadienne-française et 1967 pour que les procès-verbaux soient rédigés en français (Deslauriers, 1995).

Du côté des juifs hassidiques, l'attachement au quartier se fonde sur des critères d'ordre plus pragmatique. Comme l'exprime un membre d'une communauté hassidique du Bas-Outremont : « I'm stuck there. I mean, I'm stuck there! My kids go to school there, I go to synagogue there, I mean, where am I going to go? I grew up there; where am I going to go? » (Membre, congrégation Amour pour Israël, décembre 2000). C'est que, pour les communautés juives hassidiques, la concentration résidentielle et institutionnelle, le fait de vivre à proximité des autres membres de la communauté et de pouvoir prendre part à la vie communautaire, constituent des éléments fondamentaux pour assurer la survie culturelle du groupe (Shaffir, 1981). Cet ancrage dans l'espace local des communautés juives implique une mobilité limitée par les exigences liées à la pratique religieuse.

D'envisager la relocalisation de la synagogue, par exemple, implique le plus souvent la relocalisation de la communauté dans son ensemble, ce qui n'est pas une mince affaire. Le choix d'un autre quartier ne va pas de soi dans la mesure où il est difficile de se réinsérer dans le tissu urbain de manière à préserver un degré élevé de concentration résidentielle. Pour ce faire, certains groupes, comme la communauté hassidique Tosh, ont choisi de se relocaliser à Boisbriand dans un espace qui, à l'époque, était à toute fin pratique vierge. Ils ont dû repartir à zéro et construire à neuf les écoles, synagogue et commerces qui soutiennent leur mode de vie. Quant à une insertion en milieu urbain, celle-ci implique de trouver un milieu qui puisse accueillir et tolérer la différence culturelle et religieuse; le Mile-End/Bas-Outremont, ayant servi de foyer du judaïsme à Montréal, se présente naturellement comme une aire de continuité pour ces communautés.

Enfin, les répondants hassidiques à qui nous avons parlé envisagent la présence de leurs communautés dans le secteur dans une perspective à long terme : ils sont établis dans le secteur pour y rester, coûte que coûte. Leurs discours à ce sujet traduisent un

pragmatisme qui s'appuie sur le poids du nombre : vu la croissance numérique de la communauté hassidique, et étant donné le degré de rétention des jeunes au sein de la communauté, leur poids démographique a de fortes chances de continuer à croître à l'échelle locale. Par exemple, lors du mariage des jeunes femmes hassidiques, la tradition veut que le nouveau couple s'établisse à proximité de la résidence de la mère de la mariée. Une résidante du secteur membre de la communauté hassidique m'explique que, lors du mariage de sa fille, la famille a dû faire d'immenses efforts pour trouver un logement à proximité, idéalement sur la même rue que la demeure familiale. En effet, il était hors de question pour le nouveau ménage d'habiter sur une rue où il n'y aurait peu ou pas d'autres familles juives hassidiques (résidante hassidique, Bas-Outremont, décembre 2000). Cette résidante m'explique qu'étant donné la visibilité relative des juifs hassidiques et leur mode de vie particulier, il peut être très inconfortable pour eux de vivre au milieu de voisins qu'ils considèrent (et qui les considèrent) comme très différents. Cette contrainte de proximité contribue à faire grimper davantage la valeur tant symbolique que marchande des logements disponibles sur les rues où les familles et institutions juives sont présentes, particulièrement dans le contexte actuel de la crise du logement qui frappe l'ensemble de la ville de Montréal.

Aussi, pour un leader communautaire à qui nous avons parlé, les tensions qui se manifestent entre les juifs hassidiques et leurs voisins expriment le malaise de ces derniers face à une transition démographique que l'un et l'autre perçoivent comme quasi inévitable. Il y voit par ailleurs un reflet des tensions qui ont animé, il y a quelques décennies, les quartiers de la banlieue new-yorkaise qui aujourd'hui forment de véritables enclaves juives hassidiques. Ces tensions donnent à penser que l'espace urbain en lui-même constitue un enjeu important. C'est dire que, dans les quartiers à l'étude, la densité résidentielle élevée, conjuguée à la rareté des espaces véritablement publics (outre la rue elle-même et les ruelles) et à celle des logements disponibles, contribue à nourrir des tensions liées au partage de cet espace entre différents groupes de population.

Cet enjeu territorial s'exprime notamment à travers la compétition pour le logement, et nos entretiens avec des résidents non hassidiques ont fait ressortir la pression exercée sur les propriétaires actuels par des membres de la communauté juive cherchant à acheter une propriété à proximité des lieux de culte. Il est entre autre question de visites

et d'appels téléphoniques pour vérifier si la propriété ne serait pas à vendre et ce, auprès de propriétaires n'ayant exprimé aucune intention de vendre. On se coopte aussi entre soi pour la vente et l'achat des propriétés disponibles. Par exemple, dans le Mile-End, plusieurs riverains de la synagogue déplorent les stratégies immobilières jugées agressives des membres de la communauté Belz. Ainsi, certains riverains accusent-ils les membres de la congrégation d'avoir harcelé sans relâche la propriétaire du duplex adjacent au complexe de la synagogue, une dame âgée dont le mari était décédé l'année précédente. On se souviendra par ailleurs que cette même résidence a finalement été acquise par la congrégation par l'entremise d'une tierce partie, cette mesure ayant été jugée nécessaire par les représentants de la congrégation pour acquérir la maison. Du côté du Bas-Outremont, certains résidents plus engagés parlent de mettre en place des stratégies pour freiner l'achat de propriétés par les membres de la communauté hassidique :

« [...] pour le moment il n'y a pas grand chose qui est fait de ce côté-là, mais ça passe dans l'idée des gens de faire quelque chose, et ce qu'on peut faire c'est, premièrement demander aux résidents qui vendent de ne pas vendre [aux juifs hassidiques] sur une base volontaire, et faire comme eux, c'est-à-dire s'organiser un fonds pour un achat de maisons qui serait fait par un citoyen qui est laïque, qui n'est pas un religieux ultraorthodoxe; on paierait comme une espèce de différence qui serait celle qu'acceptent de payer les juifs hassidiques parce qu'ils acceptent d'acheter les maisons assez cher; disons, au sommet des valeurs du marché. »  
(Riverain Bas-Outremont, juin 2000).

Dans une moindre mesure, cette compétition pour l'espace s'exprime aussi dans les lieux publics de nos secteurs à l'étude, notamment les trottoirs, la rue elle-même, la ruelle et les espaces de loisirs. Une plainte répétée dans nos entretiens avec des résidents non juifs concerne le fait que, lors de leurs déplacements à pieds, les juifs hassidiques « monopolisent » les trottoirs et ne laissent pas passer les autres (qu'il s'agisse d'hommes en route vers la synagogue ou de femmes avec poussette et plusieurs enfants). On leur reproche aussi « d'envahir » la rue et l'espace public à l'occasion de certaines fêtes religieuses ou célébrations (mariages, visite d'un grand rabbin, etc.), ou lors des attroupements autour de la synagogue et des voitures stationnées un peu partout en semaine. Dans le cas des ruelles ou des mini parcs, certaines personnes nous ont fait part de ce qu'elles perçoivent comme l'omniprésence des enfants hassidiques, qui seraient par ailleurs fort peu supervisés par des adultes.

Un autre commentaire, à l'instar de ceux qu'on entend au sujet des adultes, concerne leur appropriation parfois « agressive » des aires de jeu et des équipements :

« Tu vois dans le parc, c'est incroyable comment ça se passe. Les hosties de balançoires, c'est la guerre des balançoires; quand il y a deux petits Québécois qui ont les balançoires, [...] les juifs se mettent tous autour et ils font le piquet et attendent qu'ils laissent les balançoires; et s'il reste juste une balançoire pis [qu'il y en a un qui] veut débarquer de la balançoire et qu'il n'y a personne qui la veut autour, il va la garder pour ne pas la donner au petit Québécois qui l'attend. Québécois, enfin on s'entend, non juif [...] Il y a une guerre de territoire, carrément. » (Résidente Bas-Outremont, septembre 2000).

Si ce genre de friction n'est pas hors du commun dans un quartier urbain dense comme celui-ci, il se conjugue dans le Bas-Outremont avec un ensemble d'autres facteurs pour faire ressortir des contrastes importants du point de vue des valeurs et de l'éducation des enfants.

Il y a lieu de soupçonner, face à cette « résistance » à la présence de plus en plus sentie de la communauté juive hassidique, une certaine insécurité quant à l'évolution des rapports majoritaires-minoritaires à l'échelle locale. Cette réaction n'est pas surprenante et ses manifestations dans des contextes semblables sont bien documentées dans la littérature. Par contre, ce type de réaction se présente souvent dans des secteurs où un groupe bien implanté réagit à l'arrivée massive de nouveaux résidents, le plus souvent des immigrants aux caractéristiques raciales ou ethniques différentes. Dans le cas du Bas-Outremont, il s'agit plutôt de la croissance démographique d'un groupe déjà en place, mais qui fait néanmoins figure *d'outsider* (Elias et Scotson, 1965). Tout se passe comme si les résidents établis se sentent dorénavant comme minoritaires sur ce qu'ils considèrent comme leur propre territoire : on ne se sent plus « chez soi », on craint de perdre « sa place », de se faire imposer un mode de vie qui n'est pas en accord avec celui de la majorité.

Il faut dire que, pour plusieurs interlocuteurs, les juifs hassidiques ne se conforment pas à l'image que l'on se fait d'une « bonne » minorité, c'est-à-dire une minorité reconnaissante des concessions que lui accorde la majorité et soucieuse de minimiser la visibilité de sa différence. La société québécoise majoritaire, qui « accueille » les communautés juives hassidiques en son sein, s'attend aussi à ce que ses membres adoptent sans questionner ses us et coutumes, particulièrement en ce qui concerne

l'utilisation de l'espace public. Ces revendications s'appuient sur la légitimité que confère l'appartenance au groupe majoritaire à l'échelle de la société; que se passe-t-il lorsque, à l'échelle du quartier ou même à une échelle plus micro, ce rapport est renversé ? Nous verrons dans les sections qui suivent comment ce renversement des rôles entre majoritaires et minoritaires à l'échelle locale et surtout, la spatialisation de cette dynamique, donne forme aux rapports de cohabitation particuliers qui se développent entre les groupes impliqués.

### **5.3.2 Enjeux de cohabitation: La communauté: incivile?**

Nous avons vu que, de part et d'autre de l'avenue du Parc, les secteurs à l'étude se caractérisent par un degré significatif de diversité socio-économique et culturelle. Il semble toutefois que cette diversité s'efface progressivement avec le degré d'avancement du processus de gentrification. Plusieurs de nos entretiens avec des résidents (y compris avec des membres de la communauté hassidique) et des élus locaux révèlent que depuis cinq ou sept ans, cet embourgeoisement du secteur se serait amplifié avec la montée en flèche des prix des propriétés. L'accélération de la gentrification aurait pour plusieurs un impact sur certains aspects de la cohabitation. Notamment, selon nos entretiens, les propriétaires résidentiels associés à ce phénomène auraient plus tendance à se préoccuper de la valeur de leur propriété (apparence extérieure, rénovations, aménagement paysager, propreté, etc.) et seraient peut-être moins « tolérants » à l'égard de modes de vie ou de comportements qui diffèrent des leurs. Un membre de la communauté hassidique exprime ainsi sa perception des choses :

« Lower Outremont has traditionally been...it's more working-class neighbourhood, and now, it's more of...it's a mixture between immigrants who are here of second generation, and uh, if I can say, WASPs...French WASPs...[rires] yeah...I say WASPs, but I mean...more bourgeois, people who are full of themselves... [...] yes, for the past ten or fifteen years, that these...maybe a little more of these have started to come into the area a lot. Because they are authors and writers and whatever, they think the world of themselves, and they think, you know, that things have to be exactly the way they want it to be...and I don't know what your background is, but they would probably be just as happy living next to me as living next to you if you were not the same, you know, pure... pure whatever credentials that they are » (Membre, congregation Amour pour Israël, décembre 2000).

Ce commentaire illustre la dimension socio-économique des tensions intergroupes dans nos secteurs à l'étude et vient quelque peu nuancer la perception qu'il s'agit essentiellement d'un conflit « ethnique ».

Du point de vue de la sociabilité publique dans nos quartiers, le peu d'interaction entre les juifs hassidiques et leurs voisins dans l'espace public renforce la perception que ces groupes vivent en parallèle. Les trajectoires quotidiennes des uns et des autres se superposent d'ailleurs plus qu'elles ne s'entrecroisent; le parcours quotidien des premiers s'effectue généralement entre la résidence, le lieu de culte, le lieu de travail (pour ceux qui travaillent sur place), quelques commerces et parcs. Ces pôles de la vie quotidienne sont aussi concentrés dans l'espace, ce qui fait que certaines rues (Jeanne-Mance, Hutchison, Saint-Viateur) sont fortement investies alors que sur d'autres, la présence des membres de ce groupe est rare (surtout du côté Mile-End, où les résidences et institutions de la communauté hassidique se concentrent sur les rues Jeanne-Mance et Esplanade). Ces groupes parcourent aussi le secteur selon des horaires différents : la vie quotidienne des juifs religieux est réglée sur le rythme des prières journalières (généralement très tôt le matin et après la tombée de la nuit) et du calendrier des fêtes religieuses; le samedi, alors que le monde séculier bouillonne d'activités, celui des juifs hassidiques baigne dans l'ambiance toute particulière du sabbat.

Cette absence de sociabilité publique s'explique aussi en partie par les règles de conduite dans l'espace public dérivées de l'interprétation des lois du judaïsme. Deux principes centraux contribuent à définir ces règles : la séparation des sexes et la modestie. Aussi serait-il mal vu qu'une femme juive hassidique sorte en public avec un homme autre qu'un parent immédiat ou son mari. De la même manière, les hommes et les femmes de cette communauté ne se saluent pas entre eux dans l'espace public (on remarque même que les hommes ne se saluent pas tous entre eux, à moins de se connaître). Cette attitude de réserve découle d'une nécessité de modestie qui contribue également au mode vestimentaire des juifs hassidiques (en particulier les femmes). Quoi qu'il en soit, ces principes s'appliquent généralement aussi aux rapports dans l'espace public avec des individus extérieurs à la communauté. Il s'agit là par contre d'un choix personnel; certains membres de la communauté hassidique à qui nous avons parlé ont expliqué qu'ils n'agissaient pas en fonction des mêmes principes selon la

personne à laquelle ils ont à faire : « I have a neighbour, she's French from France and he is from the [United] States, and on the other side, it's a hasidic neighbour that I have. I will talk to the lady ...the French lady at the one side, but I won't talk to the hasidic lady, because you know, it's not proper to talk to someone else's wife. » (Membre, congrégation Belz, novembre 2000). Tout dépend donc de l'interprétation et du degré d'orthodoxie des répondants; si certains acceptent « d'adapter » leur comportement au cadre des rapports avec la communauté externe, d'autres refusent de déroger aux principes et aux codes de leur mode de vie religieux.

Ce type d'adaptation représente d'une certaine manière un « interstice » dans le « mur » qui sépare les juifs hassidiques des autres; ceux qui pratiquent ces rapports différenciés reconnaissent d'ailleurs l'importance de ce geste dans les rapports de cohabitation. Comme l'explique une femme hassidique, ce sont particulièrement les jeunes hommes qui refusent les compromis; en effet, cette génération a grandi dans le quartier alors que la communauté est suffisamment nombreuse pour assurer un degré important de complétude institutionnelle. Ayant fréquenté des écoles exclusivement juives, ayant grandi dans des environnements quasi exclusivement juifs, ces jeunes seraient moins habitués (et moins disposés) à interagir avec la communauté extérieure. Cette attitude serait moins fréquente chez les membres de la génération précédente, qui ont grandi dans le Mile-End et le Bas-Outremont à une époque où la communauté hassidique était moins nombreuse. En tant qu'immigrants (ou enfants d'immigrants), cette génération était peut-être plus consciente de son statut de minorité culturelle et religieuse encore fragile, et cette sensibilité se traduisait par un souci de discrétion, d'invisibilité parmi le groupe culturel majoritaire. Aujourd'hui, avec la consolidation de la communauté hassidique à l'échelle locale, les nouvelles générations, le plus souvent nées au Canada, ont plus tendance à revendiquer leur droit à la différence.

Ces codes de conduite dans l'espace public ont donc des répercussions sur la manière dont les membres de la communauté juive hassidique interagissent avec les autres résidents du Mile-End et d'Outremont. La sociabilité publique est considérablement réduite entre les membres de ces deux groupes; toutefois, cela n'empêche pas que la plupart des juifs hassidiques semblent entretenir des rapports cordiaux avec leurs voisins non hassidiques. Nos entretiens révèlent que les échanges cordiaux, voire parfois franchement amicaux, sont courants entre voisins, et plus particulièrement entre

voisines : on se salue, on échange sur la température, sur la santé des membres de la famille, etc. On a parfois aussi recours à de menus services: par exemple, lors du sabbat, il n'est pas rare que les juifs demandent à leurs voisins de venir allumer ou fermer un appareil électrique (ce qui est interdit pour eux lors du sabbat). Ces échanges, toutefois, ont tendance à se dérouler dans des lieux semi privés tels que le palier de porte, la cour ou la ruelle plutôt qu'en pleine rue (espace public). Nous avons vu que, dans le Mile-End, la sociabilité publique est un élément important dans l'identité du quartier et que nombre de résidants considèrent celle-ci comme un atout pour la qualité de vie.

Dans le cadre de ses recherches pour la réalisation de *Bonjour! Shalom!*, Gary Beitel a été amené à discuter avec un grand nombre de résidants du Mile-End et du Bas-Outremont. Il distingue trois types de réaction à la présence juive hassidique dans le secteur : de part et d'autre d'une majorité indifférente, on retrouve 15% de la population qui a envers eux une réaction négative, alors qu'un autre 10-15% aurait plutôt la réaction inverse : « Je dirais qu'il y a un 10-15% qui, dans une autre vie, qui étaient des anthropologues, parce qu'ils sont tellement fiers de *leurs* Hassidim ! [...] ils ont appris tout ce qu'il y a à apprendre sur l'histoire juive, sur l'histoire des Hassidim, qui sont ouverts, qui sont en amour avec la communauté juive. Qui vraiment, sont fascinés, ils sont touchés... » (Entretien, juillet 2000).

Dans l'imaginaire collectif, les relations entre les juifs hassidiques et les Autres font néanmoins l'objet de perceptions négatives et de préjugés. Tant dans nos entretiens que dans les médias locaux, certains résidants du secteur se plaignent que les juifs hassidiques « les ignorent », « sont impolis », « ne sont pas amicaux », voire franchement « hostiles »; on les accuse aussi souvent de ne pas respecter les règles élémentaires du civisme: les hommes hassidiques ne descendront pas du trottoir pour laisser passer les dames, leur conduite automobile n'est pas courtoise envers les piétons, ils se stationnent souvent en double file (particulièrement autour des synagogues), ne respectent pas les horaires de sortie des ordures ménagères, etc. Leurs témoignages traduisent par ailleurs une composante émotive à leurs doléances : on se dit « choqué », « blessé », « rejeté »...

On attribue le plus souvent les comportements « fautifs » de la part des juifs hassidiques à un manque de civisme, c'est-à-dire au non-respect des règles du vivre-ensemble qu'impose la coexistence en milieu urbain. Pourtant, du côté des juifs hassidiques, on se considère plutôt comme de bons voisins : on fait état de la stabilité et des valeurs familiales qu'ils apportent à l'environnement local, à la diminution de la criminalité dans les secteurs où sont concentrées les familles juives, à l'absence de drogue et d'alcoolisme au sein de la communauté, etc. En ce qui concerne les relations de voisinage, il s'agit le plus souvent d'une affaire personnelle, qui ne relève pas toujours d'une dimension culturelle ou religieuse : certaines personnes préfèrent entretenir des liens plus amicaux avec leurs voisins, d'autre pas... Certains de nos entretiens révèlent toutefois que la situation serait différente aujourd'hui d'il y a 30 ou 40 ans. Un membre de la communauté hassidique évoque le Bas-Outremont où il a grandi, peuplé principalement de familles ouvrières dont plusieurs étaient québécoises. Mais les relations entre les communautés juive et québécoise étaient différentes à cette époque et pouvaient s'appuyer sur une certaine convergence dans le statut socio-économique et les valeurs: « [...] At that time, my mother knew everyone [on the street]...we didn't know, you know, what their situation was, but she saw a father and a mother, both hard-working, either he was working and she was home with the kids, or whatever....what bad influence could she see there, you know? » (Membre, congrégation Amour pour Israël, décembre 2000). Mais les choses aujourd'hui ont changé, et cette dégradation des valeurs morales au sein de la société québécoise contribue à élargir le fossé entre les juifs hassidiques et leurs voisins. Ce même intervenant poursuit: « Today, how can I allow my child to go into a house when I don't know what they have in their video machine or on their internet and so on, and I don't know what the family is, is there a father? Is there a mother? You know, the breakdown of moral values [...] it has nothing to do with Jew and non-Jew... » (Ibid.).

On retrouve ainsi une certaine catégorisation ethnique de part et d'autre : d'une part, nous l'avons vu, les juifs hassidiques sont perçus comme formant une communauté rétrograde, repliée sur elle-même, qui vit dans la négation du groupe culturel majoritaire. D'autre part, il ressort de nos entretiens que les Québécois sont eux aussi appréhendés à partir de certains stéréotypes : ils sont de souche catholique, bons vivants (un intervenant me présente ainsi la chose : « French Canadians will work with you from 9 to 5 and party with you from 5 to 9 ») et sociables. Mais ils peuvent aussi être perçus

comme intolérants (voire antisémites) et obsédés par le maintien de leur identité et de leur culture francophone. C'est que, ce qui semble le plus déranger les Québécois dans la manière d'être des juifs hassidiques, ce sont justement les attributs qui vont à l'encontre des valeurs fondamentales sur lesquelles s'édifie le projet de société de la nation québécoise, soit la laïcité et la langue française. C'est aussi ce qui portera plusieurs commentateurs sociaux à faire l'hypothèse que les juifs hassidiques dérangent parce qu'ils renvoient à la société québécoise une image d'elle-même dans un passé pas si éloigné et duquel elle a encore du mal à se remettre : la condition de minorité linguistique et religieuse au sein de la confédération canadienne, la domination de la religion et des institutions religieuses jusqu'au milieu du vingtième siècle, la marginalisation économique et sociale, etc. D'une certaine manière, on se retrouve avec deux groupes culturellement définis qui, par souci de survivance culturelle, se sentent contraints d'adopter une position d'incivilité face à l'autre, un refus de compromis : pour les Québécois d'origine « canadienne-française », la langue et la participation de tous au projet de société du Québec sont des conditions *sine qua non* de survie culturelle; pour les juifs hassidiques, la préservation des traditions et le repli sur la communauté représentent la seule manière de résister au mouvement d'assimilation et de laïcisation qui affecte massivement la population juive nord-américaine (Falk, 1995).

Quoi qu'il en soit, la distance qui sépare les juifs hassidiques des autres résidants du secteur reflète des différences beaucoup plus profondes, qui touchent les valeurs fondamentales, et non plus seulement les modes de vie (sociabilité publique, civisme, etc.). Comme l'explique Gary Beitel, les hassidim ont établi des frontières, un « mur » autour de leur communauté, qui leur permet de se protéger des influences extérieures et ainsi d'assurer la survie du groupe. Leur identité est largement fondée sur l'opposition entre leurs valeurs et leur mode de vie et ceux des autres groupes. Mais, vu de l'extérieur, c'est aussi ce mur qui constitue un obstacle à leur pleine intégration à la société québécoise et qui suscite des réactions. La question de la sociabilité enfantine illustre bien ce constat. Il s'agit d'un point particulièrement sensible qui revient souvent dans nos entretiens avec les résidants non hassidiques. Cette question cristallise d'une certaine manière le rejet dont se sentent victimes certains individus de la part de la communauté hassidique. Plusieurs répondants ont affirmé que les juifs hassidiques refusent que leurs enfants se mêlent à ceux d'autres origines, ce qui

renforce la perception que cette communauté désire maintenir la distance qui existe entre les groupes : ils transmettent en fait ce désir de vivre séparé du groupe majoritaire à leurs enfants, perpétuant ainsi une différence culturelle et religieuse qui apparaît pour certains de plus en plus clairement comme « inassimilable ».

Pour Beitel, l'atteinte d'une cohabitation harmonieuse entre les juifs hassidiques et leurs voisins passe donc en partie par la reconnaissance et l'acceptation de cette distance en tant que composante légitime de la relation. Plutôt que de chercher à faire tomber le mur, ceux qui vivent des rapports positifs avec les juifs hassidiques ont plutôt trouvé « [...] toutes sortes de façons de traverser le mur; d'aller au-dessus, de monter, d'aller à côté... » (G. Beitel, juillet 2000). Cet avis est partagé par des représentants de la communauté hassidique à qui nous avons parlé, qui continuent de croire qu'une meilleure compréhension des valeurs et du mode de vie des juifs hassidiques de la part d'autres groupes améliorerait les relations entre les deux groupes en diminuant les préjugés négatifs. Ceux-ci reconnaissent toutefois aussi que des efforts sont nécessaires de la part des membres de la communauté hassidique pour adapter leur comportement au contexte de cohabitation avec d'autres groupes culturels.

### **5.3.3 Enjeux symboliques**

#### **5.3.3.1 La règle et l'exception : zonage et régulation de l'espace urbain**

Une autre dimension qui ressort de nos études de cas concerne la manière dont se construisent les rapports de force entre les groupes impliqués dans les controverses à l'étude. En effet, on peut penser que la controverse au sujet de l'aménagement des lieux de culte résulte en partie d'une remise en question de l'ordre établi tel que constitué par les normes et règles d'utilisation de l'espace public. Tant à Outremont que dans le Mile-End, ce sont les règlements de zonage et leur application, en tant qu'instruments de régulation de l'espace public, qui font l'objet de revendications par des riverains opposés aux projets étudiés. Mais, au-delà des règlements à proprement parler, ces litiges renvoient aussi plus fondamentalement à la définition même de l'espace public et à l'établissement des normes de comportement dans cet espace.

Nous avons vu que l'objet des revendications des opposants aux projets de synagogues n'est pas la modification des règlements de zonage, mais bien leur mise en application par la municipalité. C'est que, dans le discours des riverains, le droit des citoyens à la protection que leur confère le règlement de zonage (protection de leur investissement financier, de leur qualité de vie et de jouissance paisible des lieux, etc.) doit avoir préséance sur les privilèges accordés à un groupe afin de servir des intérêts particuliers. De même, les règles de zonage sous-tendent une organisation de l'espace urbain qui permet le maintien d'un ordre établi en divisant l'espace urbain en différentes aires urbaines constituant des unités relativement homogènes de fonctions et, plus indirectement, de groupes de population (Germain, 2001). En séparant les éléments et les fonctions jugés incompatibles, le zonage permettrait le maintien d'une certaine « paix sociale », un terme qui revient souvent dans le discours des opposants. Aussi la transgression, et plus encore la remise en question des règlements de zonage (comme par exemple l'implantation de lieux de culte en milieu résidentiel) se présente-t-elle comme un élément de perturbation de l'ordre urbain (et social) établi, une menace à la tranquillité et à la qualité de vie des résidants. Il semble qu'on ait longtemps toléré, tant du côté d'Outremont que de celui du Mile-End, certains écarts à la règle, particulièrement lorsque ceux-ci sont enracinés dans le temps et qu'ils ne s'inscrivent pas dans l'ordre de la permanence des choses. Par exemple, à Outremont, la salle de prière installée au rez-de-chaussée d'un immeuble résidentiel pendant près de 10 ans de manière plus ou moins clandestine gêne quelques riverains en raison du bruit et de l'achalandage; on tolère toutefois cet écart dans la mesure où l'on se sait protégé par un recours possible aux instruments réglementaires pour faire cesser l'activité dérogatoire. Mais c'est à partir du moment où l'on cherche à légitimer la présence de cette institution, c'est-à-dire lui accorder un statut de permanence qui s'inscrit dans l'ordre établi, que l'opposition se manifeste. Autrement dit, la controverse débute lorsque le *statu quo* est remis en cause : la tolérance de la situation atteint sa limite lorsqu'on remet en question la règle plutôt que de simplement la contourner.

Sur ce point cependant un contraste apparaît entre nos deux cas : si du côté du Mile-End les résidants sont prêts à tolérer la situation telle qu'elle se présente avant l'agrandissement, dans le Bas-Outremont, certains riverains s'opposent à la légitimation de la synagogue Amour pour Israël, que ce soit à l'emplacement de la rue Durocher ou celui de l'avenue Van Horne (malgré que celui-ci soit à l'extérieur du milieu résidentiel).

Comme l'affirmait déjà un représentant du Comité des citoyens d'Outremont en 1992 au quotidien de langue anglaise *The Gazette*<sup>29</sup>, la ville compterait déjà (avec cinq à l'époque) assez de synagogues. D'après celui-ci, le nombre de synagogues se serait multiplié au cours des dernières années et « les gens sont contre ce type de prolifération ». (cité dans Boulanger, 1992). Les synagogues et les activités que celles-ci génèrent menaceraient l'essence même du caractère d'Outremont, prisée pour la qualité de son cadre de vie, selon plusieurs de nos entretiens et de nombreuses coupures de presse. Cette attitude tend à caractériser les municipalités de banlieue, où ces éléments sont plus importants que dans les quartiers plus centraux (Collin, 1984). Il y a lieu de se demander si, dans le cas de l'aménagement des lieux de culte hassidiques, le zonage ne sert pas comme instrument de relégation, voire de rejet des différences. En contraste, dans le Mile-End, le caractère du quartier se définit en fonction de son héritage juif et de son cosmopolitisme; aussi la présence visible des lieux de culte et des communautés hassidiques ne remet-elle pas en cause cette identité, mais vient plutôt la nourrir. L'enracinement de longue date de la synagogue sur cette rue et le fait qu'elle y soit depuis plus longtemps que plusieurs des familles demeurant sur la rue Jeanne-Mance contribuent à la reconnaissance de la légitimité de sa présence dans le secteur. Les actions des citoyens visent à limiter les développements ultérieurs de la synagogue sur la rue Jeanne-Mance, mais pas nécessairement sa relocalisation si elle choisit de conserver sa taille actuelle (acceptation du *statu quo*). Dans ce cas, le règlement de zonage sert plus à baliser les limites de la cohabitation qu'à exclure les différences.

### **5.3.3.2 Rapports majoritaires-minoritaires: qui intègre qui?**

La paix sociale à laquelle nous avons fait référence dans la section précédente dépend aussi du maintien d'un *statu quo* dans les relations de pouvoir entre les groupes impliqués. Dans des contextes pluriels comme ceux du Québec et du Canada, les rapports entre groupes majoritaires et minoritaires sont le plus souvent régis par une philosophie d'accommodement, un principe qui est d'ailleurs inscrit dans la loi (Woehrling, 1998). Autrement dit, dans les démocraties libérales, la majorité doit faire preuve de tolérance à l'égard de ses minorités et à l'obligation de leur permettre de s'épanouir. Ces principes sont inscrits dans la Charte des droits et des libertés de la

---

<sup>29</sup> Cette citation sera reprise dans *La Presse* du lundi 5 mars 1992, p. A3

personne enchâssée dans la constitution canadienne. Or ces principes, s'ils font partie d'une idéologie politique largement consensuelle au sein de la population, se voient mis à l'épreuve lorsqu'on en considère l'application à une échelle locale. Si à l'échelle de la municipalité il demeure clair que la population juive (et à plus forte raison la population juive hassidique) représente une minorité au sein des populations dites « de souche » québécoise ou canadienne, ce rapport devient plus flou lorsqu'on le considère à l'échelle plus fine des rues et des bouts de rue du Mile-End et d'Outremont. En effet, la concentration résidentielle des membres des communautés juives hassidiques à l'échelle résidentielle leur confère un certain pouvoir lorsqu'il s'agit d'élire, par exemple, un conseiller municipal. Leur capacité à faire compter leur opinion politique en tant que communauté s'est d'ailleurs accrue au fil des ans. Celle-ci découle, d'une part, de l'augmentation de leurs contingents au sein d'un espace municipal donné et, de l'autre, d'une grande capacité de mobilisation du vote en fonction des orientations tracées par les leaders communautaires.

Dans un espace politique démocratique où le nombre fait la force, les juifs hassidiques ont su jusqu'à présent, et assez discrètement, tirer leur épingle du jeu. L'implication active de certains membres de la communauté hassidique en politique est toutefois récente, et vise à répondre aux besoins d'une communauté grandissante. Par exemple, la communauté hassidique dispose depuis 1995 de son propre organisme de promotion socio-économique, la *Coalition des organismes hassidiques d'Outremont* (COHO), qui a reçu de nombreuses subventions de la part d'organismes fédéraux, provinciaux et municipaux. Son président fondateur, membre de la congrégation hassidique Satmar, a aussi été un membre de l'exécutif du Parti libéral du Canada dans la circonscription d'Outremont. Les membres de la communauté hassidique ont ainsi activement soutenu l'élection d'un candidat membre du Parti libéral lors des élections fédérales de novembre 2000<sup>30</sup>. Au niveau municipal, les leaders de la communauté hassidique ont encouragé et soutenu la candidature d'un membre respecté de la communauté juive orthodoxe dans le district électoral no. 2 d'Outremont. D'après nos entretiens, il y avait fort longtemps que la communauté juive d'Outremont n'avait pas compté de représentant au conseil municipal. Enfin, depuis la fin des années 1980, des membres de la communauté hassidique n'hésitent pas à se présenter aux assemblées du conseil municipal

d'Outremont afin de faire valoir leur point de vue. Précisons que, de manière générale, les juifs hassidiques préfèrent ne pas s'impliquer trop activement à l'extérieur de leur propre communauté. L'activité politique des communautés hassidiques dans le secteur Outremont dont nous faisons état ici est aussi quelque peu exceptionnelle et relativement récente.

Quoi qu'il en soit, l'augmentation de la population au sein des communautés hassidiques leur permet de mieux faire valoir leurs opinions et leurs droits, lorsque nécessaire, auprès des instances politiques des différents paliers de gouvernement. Leur nombre leur permet aussi d'exercer une influence sur le processus d'élaboration des normes d'utilisation de l'espace public, en fonction de leurs propres valeurs et normes sociales. Aussi des membres de la communauté hassidique chercheront-ils à redéfinir certaines règles du jeu lorsqu'il s'agit de déterminer ce qui constitue le maintien de l'ordre et la bonne gouvernance de la part de la municipalité. Rappelons par exemple qu'en 1985, le maire avait fait adopter un règlement municipal qui interdisait le port du maillot de bain dans les parcs publics d'Outremont. Plusieurs personnes avaient associé ce geste aux pressions exercées par les représentants de la communauté hassidique afin de promouvoir une certaine pudeur dans les endroits publics<sup>30</sup>. Le débat s'est ensuite transposé dans les pages de grands quotidiens montréalais: en 2001, une lettre parue dans *Le Devoir* fait état de la démarche entamée par un groupe hassidique pour faire enlever quatre statues de plâtre qui ornaient la terrasse de la croissanterie Figaro, à l'angle des rues Hutchison et Fairmount:

« Au nom de la moralité, les Hassidims [sic] ont d'abord demandé que ces corps nus soient recouverts ou placés à l'intérieur du café. Cela n'ayant pas été fait, le directeur du Service de l'aménagement et de la construction (devenu depuis directeur général de la Ville) M. [X.], a fait enlever avec diligence ce que la lettre décrit comme des "dirty signs" qui empêchent de "keep Outremont clean" » (extrait de la lettre ouverte d'un citoyen d'Outremont publiée dans *Le Devoir*, 15 octobre 2001, p.A6).

Dans une autre lettre ouverte au même journal, une citoyenne du Bas-Outremont exprime son indignation de s'être fait reprocher par une dame de la communauté

<sup>30</sup> Des affiches rédigées en yiddish avaient été postées sur les portes de plusieurs commerces de la communauté hassidique de même que sur celle du bureau de circonscription du candidat libéral exprimant le soutien de la communauté pour la candidature de ce dernier.

<sup>31</sup> La décision avait toutefois été renversée par la Cour supérieure du Québec en 1986 parce que le juge estimait qu'elle contrevenait au droit de liberté d'expression de la charte canadienne des droits et des libertés. Voir Hébert c. Ville d'Outremont, 1985. DLQ. 1 (C.S.)

hassidique de ne pas être habillée de façon « correcte » à proximité de la synagogue (voir l'éditorial du *Devoir*, 1er août 2001, p. A6). Enfin, les pressions exercées par certains membres de la communauté hassidique auprès du YMCA local ont aussi suscité l'ire de certains usagers et résidants du secteur. Une demande en particulier a suscité la controverse : celle-ci visait l'installation d'un rideau pour couvrir la fenêtre extérieure donnant sur la piscine afin que les jeunes juifs hassidiques ne puissent voir les corps dénudés des baigneurs à l'intérieur. En somme, ces demandes visent non plus seulement la définition et le maintien de certaines normes de conduite à l'intérieur de la communauté hassidique, mais aussi à l'ensemble de la communauté locale par le biais de l'espace public.

À ce chapitre, la controverse au sujet de l'érouv à Outremont illustre bien le refus de certains membres de la communauté locale d'accepter ce qu'ils perçoivent comme une appropriation permanente et à des fins privées de l'espace public. Constitué d'un mince fil de fer suspendu plusieurs mètres au-dessus de sol, l'érouv est un dispositif qui sert à délimiter un espace symbolique qui permet aux juifs orthodoxes d'outrepasser certaines restrictions sur les déplacements lors du sabbat et des fêtes religieuses. Bien que des érouvs aient été présents sur le territoire d'Outremont depuis plusieurs années (la municipalité avait même adopté une résolution à cet effet en 1990), la municipalité entreprit au printemps 1999 de couper ceux-ci suite à des plaintes de résidants. Celles-ci traitent de leur refus de vivre à l'intérieur d'un « ghetto volontaire » (pour reprendre le terme du président du Mouvement laïque québécois -MLQ) et de tolérer une appropriation permanente de l'espace public à des fins religieuses. Reprenant l'argument du MLQ, plusieurs résidants manifesteront leur opposition à l'érouv afin de préserver ce qu'ils conçoivent comme la neutralité et l'inclusivité de l'espace et des institutions publics.

À l'automne 1999, le maire d'Outremont, après consultation juridique, déclare en ouverture d'assemblée municipale que la Ville n'a pas la compétence pour abandonner sa propriété de la voie publique pour des motifs religieux. La Ville aurait par ailleurs une obligation de neutralité en vertu de laquelle celle-ci ne peut accepter de tolérer les érouvs sur son territoire. Des représentants de la communauté juive ont alors porté l'affaire devant la Cour supérieure, qui tranche en juin 2001 que la Ville a l'obligation d'accommoder les demandes de ses résidants dans la pratique de leur religion tant que

celle-ci ne cause pas de préjudice indu aux autres citoyens. Aussi la communauté juive d'Outremont a-t-elle le droit d'ériger et de maintenir les érouv, et la municipalité se voit interdire leur démantèlement<sup>32</sup>.

#### **5.4 Le rôle des municipalités : gestion de l'espace ou aménagement des dynamiques sociales?**

Montréal et Outremont sont des municipalités dont la taille et le degré de sophistication de l'appareil politique sont difficilement comparables. Toutefois, la mise en parallèle des controverses d'aménagement qui s'y sont déroulé nous permet de dégager certains constats quant au rôle des municipalités dans la gestion de dossiers sensibles comme le sont les cas étudiés.

Nous avons vu que le dénouement de nos deux dossiers d'aménagement de synagogues est essentiellement le même, c'est-à-dire que les demandes formulées par les communautés hassidiques ont été acceptées et les projets iront de l'avant. Toutefois, de part et d'autre de la rue Hutchison, les deux municipalités ont, d'une certaine manière, été contraintes de « fausser » les cartes pour en arriver à ce résultat : dans les deux cas, on a dû faire entorse aux règlements en faveur des communautés hassidiques. À Outremont, après avoir fermé les yeux pendant de nombreuses années sur la situation irrégulière de la synagogue sur la rue Durocher, on a ensuite cherché à l'aider à se relocaliser, puis à mettre en place des conditions propices au réaménagement de l'immeuble. Du côté de Montréal, bien que le processus démocratique soit plus élaboré et ait remis en question le bien-fondé du projet, son résultat contribue peu à la tournure des événements: le projet est accepté par le conseil municipal presque sans modification. Dans les deux cas, il y a lieu de croire que les municipalités ont fait le calcul du risque politique de leur décision : en réalité, l'impact urbanistique des deux projets affecte un nombre restreint de riverains, soit ceux qui vivent à proximité immédiate des synagogues. Encore là, du point de vue de la municipalité, l'impact n'est pas jugé sévère : à Outremont, le réaménagement de la

---

<sup>32</sup> Il est toutefois intéressant de noter que la municipalité d'Outremont est mise en demeure à la même période par la Commission des droits de la personne et de la jeunesse du Québec suite à une plainte de la part du président du Mouvement laïque québécois. La plainte concerne la récitation d'une prière traditionnelle lors de l'ouverture de l'assemblée du conseil municipal, ce que la Commission estime comme une menace pour la liberté de conscience des participants.

synagogue sur une artère commerciale où les lieux de culte sont permis de plein droit répond en fait directement aux demandes faites par ceux qui s'opposent à la légitimation de l'aménageur de la rue Durocher. À Montréal, on estime que l'impact supplémentaire engendré par l'agrandissement de la synagogue n'est pas suffisant pour refuser le projet. En somme, les municipalités ont peu à perdre en acquiesçant aux demandes des communautés juives hassidiques. À l'inverse, il nous est permis de penser que le poids politique du lobby juif a contribué au dénouement en faveur des groupes à l'origine de la demande. À Montréal, l'implication personnelle d'un membre du comité exécutif, lui-même juif orthodoxe et qui s'était dans le passé fait le porte-parole de la congrégation Belz, a sans doute contribué à « faire passer » le dossier au niveau politique. À Outremont, le poids politique grandissant de la communauté juive et une longue histoire d'accommodement de la part de la municipalité ont dû peser lourd dans la décision finale du conseil municipal.

Il faut dire aussi que, dans ce dernier dossier, la municipalité aurait eu du mal à justifier sa décision de refuser les demandes de la congrégation Amour pour Israël en raison de la mauvaise presse accordée aux opposants au projet, la conseillère du district municipal no. 2 en tête. Plus d'un a accusé celle-ci et ses acolytes d'agir en fonction de motifs antisémites; aussi est-il clair que la municipalité a cherché à se distancier des actions et de la position de la conseillère. La ville d'Outremont a donc joué la carte de la neutralité, et finit par se cantonner dans une position legaliste, faisant reporter le poids de ses décisions sur la Cour.

Dans le cas de l'aménagement de lieux de culte, le recours possible à la Charte des droits et des libertés place les communautés religieuses dans une position de force par rapport aux municipalités comme Outremont, coincées sur les questions de zonage par leurs obligations de consultation découlant de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Montréal jouit quant à elle d'une situation plus aisée : pour faciliter les usages dérogatoires pour les lieux de culte; elle s'est dotée d'un mécanisme de permission spéciale qui, en vertu de sa non permanence (qui lui permet d'éviter le changement de zonage en bonne et due forme), lui confère une marge de manœuvre plus large que celle des autres municipalités. On pourra bien la taxer de favoriser certains groupes ethniques, la Ville peut alors référer au cadre de référence sur l'accommodement raisonnable qu'a développé son Bureau des affaires interculturelles afin de prévenir les

conflits et les litiges impliquant des pratiques culturelles et religieuses particulières. Les représentants de la ville de Montréal ont d'ailleurs été transparents quant à l'importance accordée dans leur décision à la dimension culturelle et religieuse de la demande de la congrégation Belz. La Ville a géré le dossier sur le registre des relations interculturelles plutôt que sur celui de l'urbanisme, et ses interventions directes auprès des parties impliquées et indirectes par la voie politique reflètent ce souci de prévenir l'intensification des tensions. Ceci n'est pas étonnant vu la position de la Ville en la matière; celle-ci a d'ailleurs développé un plan d'action par rapport aux relations interculturelles et possède une longue tradition d'intervention dans ce domaine, notamment par le biais de son Bureau des affaires interculturelles. Sur le plan urbanistique, Montréal s'est donné les moyens pour éviter la confrontation sur le plan juridique avec les communautés religieuses sur la question des lieux de culte. Aussi ces dernières ne voient-elles aucun avantage à négocier, dans la mesure où la Ville prend un risque politique minime en acquiesçant à leurs demandes. Les communautés religieuses ont donc la possibilité de jouer non plus seulement la carte ethnique, mais celle du droit à la liberté de culte, qui s'avère généralement un atout gagnant dans leurs transactions avec les municipalités.

Si l'affaire de la synagogue Belz finit par se dissoudre dans « l'océan démocratique » de la ville de Montréal et sombre tranquillement dans l'oubli, la situation est plus délicate à Outremont, où les tensions non seulement ont persisté, mais tournent plutôt au pire<sup>33</sup>. Prise au dépourvu, la municipalité a eu plus de difficulté à gérer la dimension interculturelle de ce conflit. Outremont s'est de plus avérée incapable de se positionner politiquement et de servir de médiateur entre les groupes de citoyens impliqués comme l'avait fait Montréal avec un certain succès du point de vue des relations interethniques. Il faut dire que la situation est particulièrement propice au conflit : on se trouve en présence de deux grands groupes culturellement définis qui monopolisent d'une certaine manière l'espace symbolique et politique de la municipalité. Ces deux groupes n'entretiennent peu ou pas de relations officielles et leurs rapports se caractérisent par la méfiance et l'incompréhension mutuelle, de même que par un sentiment de rejet réciproque résultant de divergences au niveau des valeurs et des modes de vie. Notre

---

<sup>33</sup> Un article signé François Cardinal et publié dans *La Presse* du 15 mars 2003 fait état de menaces de mort et de vandalisme contre les élus d'Outremont et propose que les soupçons pèsent sur certains membres de la communauté hassidique. D'autres incidents, dont la disposition d'une tête de porc sanguinolente sur le palier d'une synagogue hassidique, sont venus envenimer la situation dans le secteur.

analyse donne à penser que les tensions entourant l'aménagement de la synagogue de la congrégation Amour pour Israël sont, du moins en partie, attribuables à des problèmes de cohabitation interethnique. Or, en marge de cette dynamique de cohabitation, le conflit implique aussi des individus et des groupes qui militent pour imposer leurs normes d'utilisation de l'espace public. En ce sens, en plus des tensions interethniques, la situation à Outremont relève aussi de la confrontation de positions idéologiques incompatibles, soit celles associées d'une part avec la laïcité et d'autre part avec un mode de vie religieux. À l'inverse, on peut penser que la controverse au sujet de l'agrandissement de la synagogue de la congrégation Belz constitue essentiellement un conflit d'usages plutôt banal, compliqué par l'implication d'une communauté ethnoreligieuse minoritaire. Nous ferons aussi l'hypothèse que c'est l'ethnicisation de ce dossier par la ville de Montréal qui a contribué à envenimer la situation et à cristalliser les positions des uns et des autres.

## **Conclusion**

L'analyse de nos études de cas sur l'aménagement des synagogues hassidiques met en relief quelques constats : en premier lieu, les controverses entourant l'aménagement de lieux de culte cristallisent des tensions existantes entre des groupes dont les rapports à l'espace sont divergeants. Ces controverses impliquent des groupes aux valeurs et aux intérêts contrastés, mais c'est la spatialisation de ces différences, c'est-à-dire leur inscription dans l'espace du quotidien, qui donne lieu à des frictions et des conflits. La spatialisation de ces tensions s'exprime principalement à travers une compétition pour l'espace urbain et pour imposer ses normes et règles d'utilisation de l'espace public. En second lieu, les controverses découlant de ces dossiers d'aménagement prennent racine dans la remise en cause du *statu quo* sur lequel repose le compromis de coexistence entre les parties impliquées. Dans nos études de cas, le *statu quo* implique une certaine discrétion dans les mesures d'accommodement, qui se limitent la plupart du temps au registre de l'informel et du temporaire. En troisième lieu, l'argumentaire des opposants peut difficilement s'articuler autrement que sur le registre du zonage et de l'aménagement, alors que les communautés religieuses qui demandent un permis peuvent compter sur l'obligation d'accommodement des municipalités pour faire accepter leurs demandes. Dans une perspective juridique, les premières se retrouvent

donc dans une position de pouvoir qui peut agir comme dissuasif à la négociation d'un compromis acceptable pour tous. Ces inégalités découlent donc en grande partie de cadres juridiques et réglementaires plus larges, et font en sorte qu'il soit difficile d'éviter l'impasse d'une décision qui fait le bonheur des uns et le malheur des autres...